

Août 1928
Troisième Année. — N° 21

REVUE MENSUELLE

Le Numéro } FRANCE : 3 francs
ETRANGER : 5 francs

ABONNEMENT.....

Un an : 30 francs. — ÉTRANGER : 50 francs

საზოგადოებრივი
მედიუმი

PROMETHEE



Organe de Défense Nationale des Peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan

SOMMAIRE

L'Exégèse du Bolchevisme.....	***
La Politique Orientale des bolcheviks.....	RASSOUL-ZADÉ.
L'Ukraine et la Russie.....	N. BOCZKOWSKI.
La vie sociale des montagnards du Caucase.....	Ah. TSALIKKATY.
L'Ukraine.....	UN GÉORGIEN.
Le budget de l'Ukraine sous le régime soviétique....	G. GLOVINSKY.
La S. D. N. et les Emigrés.....	UN GENEVOIS.

Revue de la Presse : Le problème du Caucase. — La voix des morts. — La Paix ou l'épée. — *Quo vadis, Zozo* ?

Chronique : Azerbaïdjan. — Géorgie.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

M. Georges GVAZAWA

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

L'EXÉGÈSE DU BOLCHEVISME

Sous le titre « Itogui » (Bilans), M. Noé Jordania, Président de la République de Géorgie, vient de consacrer une étude au problème russe. En un raccourci saisissant, il éclaire d'un jour nouveau les événements de l'Est européen et cette lumière, dont on ne saurait se passer si l'on veut aborder la question de la liquidation du bolchevisme, aidera puissamment à résoudre ledit problème dans un esprit d'équité et de justice internationale. Méditée par une intelligence ferme et sûre, écrite par une plume élégante et précise, la brochure de M. Jordania établit d'une façon irréfutable le lien entre le bolchevisme et la structure économique et sociale du peuple russe; elle met en même temps en évidence la nécessité absolue pour la paix et la tranquillité du monde, de garantir aux peuples non-russes, provisoirement assujettis à l'hégémonie de Moscou, la liberté d'autodétermination dont la tendance démocratique conforme à celle de l'humanité civilisée ne saurait être mise en doute.

Prométhée se félicite d'avoir l'occasion d'offrir à ses lecteurs la traduction du passage qu'on va lire :

Quels sont les liens qui unissent le pouvoir soviétique au peuple russe ?

Trois principes sont en lutte pour se faire prévaloir dans la vie sociale : Etat, individu et société. De là trois systèmes économiques : étatiste, individualiste et socialiste. Le premier signifie une organisation du travail social par le gouvernement, l'autre, par voie d'initiative privée, et le troisième, par les travailleurs même, « sur une base d'association libre et égale des producteurs » (*Engels*). Il n'est pas difficile de deviner duquel de ces trois types relève le système soviétique. C'est une économie étatiste qui diffère néanmoins profondément de l'économie étatiste contemporaine étant tout près du système étatiste connu dans l'antiquité. De nos jours, tous les Etats mènent, dans des mesures différentes, leur propre économie, mais ils la mènent dans l'ambiance des garanties de droit. C'est pourquoi elle ne constitue qu'une petite partie de l'économie générale du peuple et ne la gêne

nullement. Le système soviétique, lui, présente un tableau tout particulier : en l'absence de toute liberté — politique, individuelle et publique — et de toute garantie pour la propriété en général, elle est devenue une force despotique absolue qui dévore également tous les sucs individuels et sociaux. Par conséquent, le trait caractéristique du régime soviétique est un asservissement complet des individus et de la Société, des classes et sous-classes, à l'Etat omnipotent. Tout ce qui est individuel et social est également abhorré et traqué par lui.

Dès lors une question se pose : d'où vient ce système original ? A-t-il été inventé par les bolcheviks ou bien l'ont-ils pris, déjà prêt, de l'histoire russe ? C'est ici qu'il est opportun de poser la question relative « aux voies particulières » du peuple russe. Ces voies-là ont sans doute existé, non comme un phénomène purement russe, mais comme un phénomène commun à tout l'Orient. M. Plékhanov écrit « : Plus l'évolution de notre développement national devenait originale par rapport à celle de l'Europe Occidentale, et moins elle était originale par rapport à l'évolution des pays orientaux et *vice versa*. » Cette particularité relative de l'évolution historique russe se manifestait tout d'abord dans la vie économique du peuple : en Russie il n'y a pas de classe de propriétaires, privés de terre, base sociale de la civilisation gréco-latine. Toute la terre appartenait à l'Etat et elle était distribuée par le gouvernement selon son bon plaisir. « Dans l'ancienne Egypte tout comme en Russie moscovite, explique M. Plékhanov, le roi se croyait libre de toute obligation d'indemniser des expropriés », tandis qu'en Occident, les rois ne touchaient point à la propriété des féodaux vaincus. D'où il résulte cette deuxième particularité de l'histoire russe : asservissement à l'Etat de toutes les classes, de tous les ordres, sans distinction de leur situation.

« L'Etat moscovite, continue M. Plékhanov, différait des Etats occidentaux parce qu'il avait asservi, non seulement la classe inférieure des cultivateurs ruraux, mais aussi la classe supérieure, dite des serviteurs d'Etat; il différait d'autre part des Etats orientaux auxquels il ressemblait beaucoup à ce point de vue, parce qu'il fut contraint d'imposer à toute sa population asservie un joug beaucoup plus lourd. » Selon l'assertion d'un voyageur, « la noblesse, aussi bien que les simples habitants, ne sont, en ce qui concerne leurs propres biens, que des conservateurs des revenus du tsar puisque tout ce qu'ils eussent gagné devait tôt au tard passer dans les coffres du tsar. » M. Kloutchevski confirme parfaitement ces dires; il écrit : « Le régime politique de l'Etat moscovite était fondé sur une répartition, entre toutes les classes, des obligations sans aucune équivalence des droits. Entre les mains du gouvernement étaient concentrés : tout le grand commerce intérieur, tout le commerce extérieur, toutes les entreprises pivées, tous les établissements commerciaux; en un mot, toute la grande entreprise industrielle et commerciale n'était, vers la fin du XVII^e siècle, qu'un monopole d'Etat bien organisé. Quelquefois, il est vrai, on convoquait le « Zemski Sobor » (Assemblée nationale), mais c'était une assemblée non de délégués d'Etats ou de provinces, mais simplement des agents locaux du pouvoir central auxquels ils présentaient leurs observations touchant telle ou telle question administrative. (Kloutchevski.)

Il est clair que l'organisation d'Etat de Moscovie présentait, non pas un système de gouvernement de classe possédante, comme c'était le cas en Occident, c'est-à-dire non pas une monarchie aristocratique, mais une

despotie orientale où prédomine, non pas une classe quelconque, mais des groupements, des bandes composées d'éléments de toute classe, la plupart d'origine étrangère, qui forment une organisation au-dessus des classes. Sur les 930 familles de la classe supérieure, dite des « serviteurs d'Etat » enregistrées dans le livre de velours, il n'y avait que 33 % de Grands-Russiens, tout le reste était constitué par des étrangers, savoir : 24 % d'origine polono-lithuanienne, 25 % d'origine allemande, 7 % d'origine tatare et 11 % de nationalité inconnue.

Il n'y a donc aucun doute que l'organisation sociale et économique actuelle de la Russie soviétique n'est qu'une copie exacte de l'ancienne organisation moscovite. Dans le cas présent, les bolcheviks ont pris la place du tsar et de ses gens dits « serviteurs d'Etat ». Le principe d'Etat despotique l'a emporté une fois de plus. Et l'on se demande comment cela a pu se faire ? C'est là, précisément, la clef qui doit servir à comprendre la particularité de la révolution russe.

L'organisation toute spéciale de la vie nationale de l'ancienne Moscovie a commencé, aussitôt après avoir pris contact avec l'Occident, à se lézarder par toutes les coutures. L'eupéanisation apparut comme l'unique moyen susceptible de sauvegarder le pouvoir. Et alors commencent les réformes de Pierre, c'est-à-dire une eupéanisation d'en haut par des mesures despotiques — qui, selon le mot de M. Kloutchevski, se sont abattues sur le pays ainsi qu'une tempête. La réforme se réalisa dans l'institution d'une armée permanente et dans l'augmentation des impôts, ce qui allait écraser de tout leur poids les paysans. Elle eut pour résultat, la ruine économique et la baisse de la population contribuable. En haut, la noblesse et les intellectuels suivirent le réformateur tout en s'efforçant de se tenir tout près des coffres de l'Etat et des fonctions rémunérées. En bas, le peuple ruiné se terra dans son passé et répondit à Pierre par le grand schisme. Le peuple ne suivit pas le tsar dans sa politique intérieure ni extérieure, il n'accepta pas la politique de « chambardement des fenêtres », car ce furent surtout les siennes qui étaient chambardées. Intégrale jusque là, la nation russe se brisa culturellement ayant formé deux sociétés, deux étages de la communauté : l'un supérieur — européen, l'autre inférieur, spécifiquement russe. M. Plekhanov écrit : « les slavophiles disaient que la société russe eupéanisée se présente comme une colonie européenne vivant au milieu des barbares. C'était la vérité. Améliorer la situation pénible de la colonie européenne noyée au milieu des barbares russes eût été possible par un seul moyen — par l'eupéanisation des barbares eux-mêmes ». C'est ce qui, notamment, n'est pas arrivé. Il est vrai que depuis le XVIII^e siècle, commence un affranchissement des hommes et des choses, mais ce qui est essentiel, c'est que les relations agraires des paysans restèrent de l'ancienne Moscovie. La propriété privée devient un privilège de la classe supérieure; l'obchtchina est laissée intacte, en punition aux paysans. La Russie se développe suivant ces deux principes sociaux, opposés l'un à l'autre, entre lesquels une lutte haineuse a toujours persisté. Tout membre de l'obchtchina était étranger à tout ce qu'on allait entreprendre sur le terrain de la propriété privée, base de l'économie européenne. Quoi d'étonnant si ces « barbares », poussés pour la première fois sur l'avant-scène de l'histoire et ayant reçu la force et la possibilité de se venger de la colonie européenne, l'ont d'un coup culbutée avec toutes ses classes et ses groupements et s'ils ont appliqué leur principe agraire — « partage noir » — à l'économie nationale tout entière ? La

17463

rupture culturelle de la communauté russe a été surmontée, la fosse a été comblée. Au prix de l'abandon provisoire de l'Europe, le peuple a redressé la ligne de son évolution culturelle en l'abaissant peut-être jusqu'à la « barbarie » mais avec le souci de retrouver l'intégrité nationale. Mais comme toutes ces contradictions fondamentales, tout ce processus historique particulier, ne regardaient que le peuple russe et que les peuples non-russes n'y étaient en aucune façon intéressés, ladite consolidation culturelle eût dû s'accomplir dans les limites de sa patrie, c'est-à-dire en Grande-Russie. La Russie culturelle de Moscovie se rétablit; elle renonça à la politique de Pétersbourg qui consistait à imposer coûte que coûte la culture « russe », c'est-à-dire la culture de la « colonie étrangère » aux peuples non-russes. Le « barbare » a résolu de se civiliser chez lui, de protéger ses propres « fenêtres » au lieu de « chambarder » celles des autres. C'est là un trait caractéristique de la révolution russe.

Cette profonde révolution interne du peuple russe a poussé les autres peuples non russes exempts complètement ou presque de ces contradictions nationales internes, à se séparer de ce processus historique du peuple étranger, à s'écarter de son chemin et à se consolider lui-même chez lui. Ces mouvements généraux eurent pour résultat de créer une série d'Etats nationaux dont quelques-uns, n'ayant pas réussi à se maintenir, sont retombés dans le système politique du peuple russe. Mais ayant perdu leur situation politique, ils maintinrent leur situation culturelle et forcèrent les bolcheviks à sanctionner l'existence des autres communautés nationales. Surgit une « Union » des unités nationales culturellement indépendantes et géographiquement délimitées, mais maintenues toutes ensemble par un cercle de fer. Nous savons toutefois, et nous en avons suffisamment parlé précédemment, que la base d'un Etat national n'est pas l'économie ni la politique, qui sont en général du domaine international, mais la situation nationale et culturelle de la communauté, la tendance insurmontable des masses à devenir une nation politique. La communauté culturelle doit se transformer par une logique de fer en une communauté politique.

Ainsi s'est disloqué le vieil empire des Romanov, lequel n'existe plus dans la nature; à sa place a surgi un Etat nouveau, une union provisoire et forcée d'unités nationales, toujours prêtes à former des Etats nationaux. Notre tâche à nous c'est de ne pas entraver ce processus naturel, de l'aider et de le diriger pour le bien général des parties intéressées.

Il est clair, maintenant, que le nouvel asservissement de la société russe à l'Etat n'est qu'une reconstitution du vieux régime d'Etat moscovite, aboutissement du processus historique spécifiquement russe. Le peuple a renversé les nouveaux pivots, il a brisé en morceaux l'édifice culturel à deux étages en anéantissant les cercles dirigeants, mais il ne s'est pas montré suffisamment préparé pour saisir le pouvoir et il est tombé sous le joug de ses alliés de lutte, les bolcheviks. Ceux-ci se sont aussitôt installés au lieu et place de ceux qui ont été chassés et se sont trouvés les maîtres du pays. Il arriva ce qui arrive communément au cours des révolutions : c'est que le peuple verse son sang et ce sont ses « amis » qui jouissent des fruits de sa victoire. La révolution nationale a reçu un formidable choc. Avant la révolution, une rupture existait en Russie entre deux sociétés; cette rupture subsiste à présent dans les limites d'une seule et même société. L'abîme culturel s'est effacé entre le haut et le bas, les « Ivan » gouvernent les « Ivan », mais entre eux s'est ouvert un abîme de droit : La liberté et

l'égalité des citoyens ne sont plus que des crimes; un groupe d'hommes choisis est investi de tous les droits et privilèges; ce groupe d'hommes est recruté dans toutes les classes pour être placé au-dessus de la société. Ce n'est pas la domination d'une classe, c'est pire : c'est la domination d'une bande, d'une clique qui n'est liée organiquement avec aucune des classes et qui, pour cette raison, peut se montrer despotique envers la population tout entière sans distinction d'état social.

Il en découle une nouvelle tâche qui consiste à compléter l'intégrité culturelle du peuple par une intégrité de droit et partant, d'en faire définitivement une nation européenne. Cela veut dire qu'en renversant l'ancienne organisation gouvernementale de Moscou qui vient d'être restaurée avec ses promoteurs modernes, les bolcheviks, on reconnaît l'ancienne unité culturelle de la nation; c'est vouloir, en se basant sur ce terrain, faire évoluer la nation tout entière, sans une nouvelle rupture, vers le régime de droit européen. Les conditions objectives sont maintenant pour la première fois favorables pour acheminer le peuple russe dans cette direction. La restauration du principe économique de l'ancienne Moscovie, réalisée d'un élan instinctif, par la suppression pure et simple de la société européenne qui constituait le sommet de la vie nationale, reconstruite par les bolcheviks et marquée par eux d'étiquettes à la mode qui faussent la réalité, cette restauration, disons-nous, va ouvrir définitivement les yeux au peuple russe et le guérir à jamais de sa tendance historique « en arrière, vers le fond des siècles passés ». (Plékhanov.) S'étant retrouvé dans l'édifice politique des Soviets, ce peuple bondit, effaré, en arrière; mais il apparaît à tel point européenisé que l'organisation économique de l'ancienne Moscovie lui est absolument inacceptable; détaché du marché mondial et enfermé dans les limites de l'ancienne Moscovie, il s'est senti tout d'un coup à l'étroit, par trop réduit, étouffé. L'illusion s'est dissipée, la réalité s'est éclaircie. Il est alors apparu qu'aucun des piliers du régime bolchevik de Moscou, que ni le monopole du commerce extérieur, ni celui de l'industrie, ni l'absence de l'initiative économique privée ne répondent dans la plus petite mesure aux besoins vitaux de la société russe. Un nouvel affranchissement des personnes et des choses de l'emprise de l'Etat s'impose, il est devenu une tâche inéluctable pour le peuple russe. La tâche est vieille et purement russe. Nous autres non-russes, nous ne l'avons jamais connue. Nous avons souffert d'hypertrophie, non du principe étatiste, mais du principe individualiste sous les coups duquel nous avons dû succomber en tant qu'Etat. La Géorgie s'était embarquée pour l'Europe *via* Russie, croyant que celle-ci s'y dirigerait aussi. Et tout à coup l'on vit se réaliser la parole de Pierre I^{er} : « L'Europe nous est nécessaire pour quelques dizaines d'années, et nous lui tournerons le dos ensuite. » Et les voilà tournés ! Mais est-ce que cela nous regarde ? Pourquoi nous aussi, devons-nous tourner le dos à l'Europe ? Après tout, c'est une affaire intérieure purement russe, c'est le chemin du peuple russe dans lequel il évolue vers le but final commun à tous les peuples arriérés que de s'adapter aux formes européennes de la vie sociale.

Ainsi ma thèse qui consiste à savoir pourquoi la Grande Russie a adopté le régime soviétique alors que les autres peuples ont adopté la forme démocratique a une base incontestable dans la vérité historique : c'est la différence fondamentale de leurs voies d'évolution et de leur structure sociale. Engels comprenait très bien cette particularité de la Grande Russie quand il écrivait (1875) : « Quarante millions de Grands Russiens consti-

tuent un peuple si grand, ils ont un développement à tel point particulier qu'il est impossible qu'on puisse lui imposer tel ou tel mouvement de l'extérieur. » De fait, l'Europe a tenté deux fois de suite de lui imposer son orientation, par Kiev et Novgorod d'abord, par Pétersbourg ensuite et par deux fois elle a subi un échec. La dernière et sanglante débâcle de la « colonie européenne » et le délirant triomphe des principes particuliers de la Moscovie auraient dû ouvrir les yeux. Dans un édifice politique vivent des communautés nationales différentes qui suivent des voies d'évolution différentes; il semblerait par conséquent qu'elles doivent déterminer leur sort elles-mêmes sans pression réciproque ni contrainte.

La Politique orientale des Bolcheviks

(Suite)

III

LES LEÇONS DE L'EXPERIENCE CHINOISE

M. Boukharine, qui est le théoricien de la dictature actuelle de Staline, a lu, au XV^e Congrès communiste, tenu ces jours derniers, un rapport très détaillé sur la III^e Internationale communiste, traitant de la question des mouvements nationaux et, pour expliquer les liaisons qui existent entre les questions coloniales et l'Internationale communiste, il a cité la fameuse thèse de Lénine que nous avons expliquée dans notre précédent article. Passant ensuite aux événements de Chine, il dit :

« Si, dans les pays arriérés, Lénine appuyait les mouvements qu'on y remarquait dans le sens de l'indépendance et de l'unité nationale, il ne s'ensuit pas que cet appui leur doive être maintenu au moment où ces mouvements menacent de tourner contre la classe ouvrière. Par suite, la cause qui nécessitait le renforcement de *l'unité nationale* n'existant plus, le fait même d'appuyer ce mouvement doit disparaître du même coup. » (*Pravda* du 13 décembre, n° 285.)

Le fait de savoir si l'unité nationale est tournée contre la classe ouvrière ou non, peut se déterminer, d'après M. Boukharine, par les rapports et la manière d'agir envers le parti communiste. Si, dans un pays oriental déterminé, la liberté du parti communiste était soumise à des mesures d'ordre général, que les communistes se trouvassent poursuivis et que les droits et privilèges des syndicats ouvriers fussent limités, il ne saurait être question dans de tels pays d'aspirations nationales, communes à ses différentes classes. Un gouvernement qui poursuivrait le parti communiste, même s'il s'agissait d'un gouvernement oriental luttant pour son indépendance nationale, serait considéré comme un gouvernement réactionnaire et il ne saurait y avoir de distinction entre ce dernier et les gouvernements capitalistes de l'Europe

D'après M. Boukharine, les nationalistes chinois ne sont autre chose qu'une force noire réactionnaire, passée dans les rangs de l'ennemi. Non seulement la Chine, mais aussi les mouvements nationalistes des Indes, pas

plus que la Chine, ne sauraient dorénavant retenir l'attention de M. Boukharine.

L'industrie hindoue s'étant développée pendant la grande guerre, a créé une classe de bourgeoisie locale avec laquelle on doit compter. Cette bourgeoisie se ralliant au début au mouvement de l'indépendance nationale qui se dessinait dans le pays, se déclara pour la devise de l'unité nationale et aida puissamment les révolutionnaires hindous.

Instruit par l'expérience des événements chinois, l'impérialisme anglais se montra beaucoup plus prudent. Il prit, à l'égard des fabricants et industriels hindous, une attitude conciliante, cherchant avec eux un terrain d'entente; et aussitôt certaines mesures furent envisagées, notamment l'abolition des taxes mettant les produits anglais dans une position privilégiée par rapport aux produits hindous; de cette façon il put se concilier les bonnes dispositions de la bourgeoisie hindoue et l'empêcher de se laisser entraîner dans les mouvements extrémistes. Si bien que, de nos jours, la bourgeoisie hindoue s'étant mise d'accord avec les impérialistes anglais, n'a d'autre désir que d'entrer en lutte contre les « agents de Moscou »; conséquemment, elle a préféré rester avec ses anciens maîtres, les Anglais, dont elle connaît les dispositions et le caractère, que d'unir son sort à celui d'un pays dont la position lui est inconnue.

En présence d'une telle situation, M. Boukharine montre de l'esprit et il arrive à cette conclusion : « Désormais, il ne nous sera plus possible d'entrer dans un parti tel que le *Kuomintang*, en Chine, et de nous fixer pour longtemps avec les nationalistes hindous. Car, dit-il, la tâche qui nous incombe ici, dès le début, ne consiste pas seulement à critiquer la bourgeoisie hindoue, mais à découvrir aussi les dessous des agissements de cette bourgeoisie; car, ajoute-t-il encore, elle est loin de se conformer aux conditions posées par Lénine. Tout d'abord, elle n'est pas préparée à soutenir une lutte prolongée avec les impérialistes anglais; de plus, menant contre les communistes une lutte active, elle ne leur donne pas la liberté dont ils auraient besoin. »

Après l'échec subi en Chine, M. Boukharine commence à redouter d'en subir un nouveau aux Indes.

« Si nous prenons, dit-il, les autres pays, tels que l'Egypte et la Perse, nous nous voyons obligés de suivre attentivement les conditions objectives dans lesquelles se trouvent ces pays. Chacun de ces pays, en effet, possède des particularités telles qu'elles nous obligeraient, si elles étaient bien étudiées, à prendre certaines mesures, autres que celles nécessitées par la politique générale dans les colonies. »

A l'instar de M. Boukharine qui, au nom du parti communiste russe dont il est le fervent représentant et au nom de la III^e Internationale communiste, a reçu sa part d'expérience dans les événements chinois, les patriotes des pays orientaux ne sont pas restés en arrière. Dans la glorieuse lutte qu'ils poursuivent, non pour des idées chimériques, telles que la révolution communiste, mais pour des idées réelles, pour l'unité nationale, l'indépendance et la démocratie nationale, ces patriotes doivent tirer parti à leur tour de l'expérience acquise. Ils doivent, avant tout, ne pas perdre de vue les manœuvres des agents moscovites qui agissent sous le masque de l'amitié.

IV

**LA DEFINITION DE M. BOUKHARINE ET L'INTERPRETATION
DE MAHMOUD BEY**

D'après M. Boukharine, la République turque serait entrée à son tour après la Chine et comme aux Indes dans la catégorie des pays où l'on poursuit « les agents de Moscou ». Il est certain, en effet, qu'en Turquie, le parti communiste n'est pas libre et que les membres de ce parti sont l'objet de poursuites. Si M. Boukharine, dans le discours où nous avons puisé ces données, ne parle pas clairement de la Turquie, un des agents de la III^e Internationale, M. Kitaygorodski, a expliqué en détail cette question dans une série d'articles publiés dans les journaux communistes officiels de Moscou.

La *Pravda* du 26 août dernier (n° 193) : « Le mouvement des travailleurs en Turquie » ; et dans celle du 30 août (n° 196).

Dans l'un des précédents numéros de *Prométhée* nous avons parlé de ces deux articles de la *Pravda*. Mais il en est un autre, non moins intéressant, de ce même Kitaygorodski publié dans la revue bi-mensuelle *Bolchevik*, intitulé : « Des extraits sur la Turquie kémaliste ». Ledit article est complété d'une note où il est dit notamment ceci : « Les publications parues jusqu'à présent dans la presse périodique sur la Turquie kémaliste ont un caractère unilatéral. Nous avons décrit maintes fois, en les expliquant, les actes réformateurs du gouvernement d'Angora. Dans le présent article nous nous proposons de mettre à jour les côtés de la Turquie restés dans l'ombre; les voici :

« La Turquie, disons-le tout d'abord, n'est pas une république démocratique nationale, elle est tout simplement une république bourgeoise libérale. Le parti populaire est le parti des nouveaux-riches, et Mustapha-Kemal-pacha est le leader et le héros de ces nouveaux riches; le paysan turc est mécontent de ce régime et quant à l'ouvrier turc, il est misérable et malheureux... »

Après avoir parlé de la Turquie d'une manière si incorrecte, M. Kitaygorodski conclut :

« La diplomatie rouge doit être sur ses gardes; dans les conflits internationaux qui peuvent surgir, il est indispensable d'assurer la neutralité de la Turquie à l'égard des soviets, non par de vaines paroles, mais par des actes ! »

De son côté, M. Boukharine expose le problème des garanties dans un discours prononcé au XV^e Congrès communiste. Il les développe sous une forme plus générale, plus fondamentale, exigeant ces mêmes garanties de tous les pays orientaux. Le plus sûr garant serait, à n'en pas douter, pour la III^e Internationale, si le parti communiste, dans les pays en question, était prêt à se révolter au moment opportun. Si le journal *Milliyet*, de Mahmoud-bey, député de Séerd, émet l'idée que l'on ne saurait tenir pour responsable le gouvernement soviétique des agissements de la III^e Internationale, on ne doit cependant pas perdre de vue que M. Boukharine, chef de ladite Internationale, est en même temps membre du Comité central du parti communiste, et du *Bureau politique*. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que c'est au parti communiste de l'Union soviétique et non pas au Congrès

de la III^e Internationale que M. Boukharine a fait admettre sa formule, définissant le caractère du pays oriental, lequel doit être considéré comme une force réactionnaire sur lequel on ne pourrait compter. Il n'est donc plus permis de considérer le gouvernement soviétique et la III^e Internationale comme étant deux institutions distinctes les unes des autres; elles ne sont, en réalité, que les deux faces d'une même monnaie.

V

Le PERIL COMMUNISTE EXISTE

Des faits que nous venons d'indiquer il ressort que la III^e Internationale ou plutôt, en la désignant par son propre nom, le *parti communiste russe*, mieux encore le gouvernement soviétique, a complètement changé sa ligne de conduite à l'égard des mouvements nationaux qui se dessinent en Orient.

Nous voyons que les stalinistes, tout en refusant théoriquement d'appliquer « l'action directe » dans la question chinoise, la devise que leur avaient proposée les opposants trotskistes, viennent cette fois de l'appliquer en fait.

Les affirmations de M. Tchitchérine, d'après lesquelles le gouvernement soviétique n'aurait absolument rien su de la révolution soviétique de Canton, ne peuvent satisfaire personne. Avant même qu'arrivât à Moscou la nouvelle concernant la répression par les nationalistes chinois du mouvement révolutionnaire de Canton, le journal *Pravda* publiait en première page un appel du Comité exécutif de la III^e Internationale adressé aux travailleurs du monde entier. Dans cet appel, lancé à l'occasion de l'anniversaire de la grande révolution chinoise, on félicitait les travailleurs révolutionnaires universels et l'on y annonçait que le gouvernement soviétique, isolé parmi les puissances bourgeoises, trouvait un appui effectif dans cette révolution. Conséquemment, on invitait les masses populaires de l'Union soviétique et surtout les ouvriers et paysans du monde entier, à venir au secours des héros chinois.

Il n'est pas de nation orientale, désireuse d'empêcher la propagande communiste de se développer chez elle, et résolue de mener la lutte pour son indépendance nationale en toute liberté, en dehors de toute protection et tutelle, qui ne puisse être assurée qu'à la première occasion, elle ne soit l'objet d'un tel appel.

Ceux qui croient que, du fait même que leur pays est agricole et de petites propriétés, qu'il ne possède qu'une industrie fort peu développée, conséquemment sans prolétariat, n'a pas à redouter la propagande communiste, commettent une grave erreur. Car le socialisme surgissant spontanément à la suite du développement naturel d'un pays, par suite de l'apparition du prolétariat, de l'agrandissement des villes, de la concentration des capitaux, de l'industrialisation de l'agriculture, obligé qu'il est de revendiquer ses droits est autre chose que le communiste du type russe.

Si, en réalité, le communisme devait être considéré comme étant le produit d'un pays industriellement développé, il devrait dans ce cas apparaître, non pas en Russie, mais en Europe ou en Amérique. On sait que, parmi les Etats européens, la Russie est le pays le moins développé industriellement; un pays dont les 85 % de la population sont des paysans. Or, nous voyons que les pays les plus exposés en Europe à la révolution communiste sont justement ceux qui sont le moins industriels. L'Allemagne

elle-même, pays des plus industriels qu'il soit, est considéré, malgré la défaite subie pendant la guerre, comme étant celui où le parti socialiste est plus fort que partout ailleurs. Cela ne l'a pas empêchée de se défendre du communisme. L'on n'ignore pas que, parmi les facteurs qui ont sauvé l'Allemagne du communisme, se trouvaient des social-démocrates allemands, lesquels cependant avaient une éducation conçue dans l'esprit du marxisme. On ne saurait trouver d'adversaire plus acharné du bolchevisme que le théoricien Kautski. Le bolchevisme, au lieu d'être une école européenne, ainsi que se l'imagine le socialisme « scientifique », est plutôt un courant né de l'esprit utopiste et anarchiste russe.

Les causes sociologiques qui alimentent et renferment ce courant ne sont pas le fait du seul mouvement ouvrier, elles sont plutôt le résultat de mécontentements sociaux. Par ses principes extrémistes, par ses promesses trompeuses, susceptibles d'impressionner les esprits simples et primitifs, le bolchevisme peut, au moment de son apparition, tourner la tête de certains individus. Dans la période de transformation que traverse les pays orientaux, imbus et animés des grands idéals historiques, tels que l'unité nationale, l'indépendance et la démocratie nationale, il est impossible de satisfaire d'un seul coup à tous les besoins du pays et de contenter toutes les classes et tous les groupements.

Il est possible, au contraire, que, par suite des nécessités de l'œuvre entreprise, le nombre des mécontents ait provisoirement augmenté. En pareil cas, le courant qui menacerait les démocraties nationales serait plutôt une réaction rouge que noire. Il peut arriver même que le communisme se serve secrètement de certains groupements avec lesquels il n'aurait aucune affinité dans l'idéal poursuivi, et à l'égard desquels il peut devenir hostile, ennemi même dans l'avenir. Dans les pays d'Orient, y compris la Turquie, les réactions ont toujours été comme des instruments pour les intrigues de l'étranger. Il en a été de même pour le dernier mouvement réactionnaire, en Turquie; mais cette fois il a été bien puni. Il n'a, d'ailleurs, en raison de son passé et vu les nécessités du temps présent, conservé aucun crédit. Par contre, les intrigues du communisme n'ont pas le même caractère; il est capable d'influencer la jeunesse. D'autre part, en raison des nécessités de la politique internationale, la politique suivie jusqu'à présent, en Turquie par exemple, n'a pas manqué d'agir d'une façon objective sur cet égarement des esprits. Par conséquent, tout en appliquant les réformes qu'exige la démocratie, il est bon aussi de faire attention aux intrigues de la III^e Internationale, ces intrigues pouvant fort bien compromettre ces réformes.

Ceci est très important en ce moment. Car le communisme, sentant sa fin s'approcher, dans l'espoir de respirer plus librement dans l'encerclement international qui l'enserme, se voit obligé de pousser les nations orientales à des actes extrémistes et, pour donner aux luttes de l'indépendance de ces nations la forme qui lui conviendrait le mieux, il voudrait jouer un rôle plus agissant sur ces mouvements. C'est en cela que réside toute la portée des événements de Chine et c'est à cela que faisait allusion la formule de M. Boukharine. C'est aussi ce résultat que voudraient obtenir M. Kitaygorodski et le parti communiste de Turquie. En présence de tels désirs ainsi cristallisés, ne nous laissons pas berner par l'assurance que manifestent certains journaux lorsqu'ils déclarent que la Turquie n'est pas encore un pays « industriellement développé ».

Soyons sur nos gardes contre le communisme du type russe, toujours désireux d'exploiter d'une manière démagogique tous les mécontentements du jour.

RASSOUL ZADÉ.

L'UKRAINE ET LA RUSSIE

Le problème ukrainien reste obscur pour les larges masses de la société, du fait qu'il n'est pas suffisamment éclairé en ce qui concerne les rapports entre Russes et Ukrainiens et surtout, en raison de ce que la question ukrainienne a été posée comme question intérieure russe. Cette considération entraîne la négation des tendances ukrainiennes à l'autodétermination, sous le prétexte que l'Ukraine est organiquement et économiquement liée à la Russie et qu'enfin celle-ci ne peut exister sans l'Ukraine, plus précisément sans la Mer Noire.

La propagation de ces convictions ne prouve point qu'elles soient fondées et, si elles font parfois autorité, c'est le plus souvent par suite d'inertie ou du manque de critique de l'esprit humain. Tout concret que soit cet exemple, il permet cependant de s'assurer que certaines convictions ayant un caractère d'axiome pour ainsi dire, n'ont aucun fondement réel au point de vue de la science.

Ainsi, l'erreur essentielle réside dans la présentation de la question ukrainienne, comme une question locale russe. La guerre mondiale, plus encore la grande révolution à l'est de l'Europe ont prouvé clairement l'anomalie d'une telle présentation, du fait de la proclamation de l'indépendance de l'Etat ukrainien. Cet acte fut l'aboutissement logique du processus de résurrection nationale de l'Ukraine.

De par sa nature la question ukrainienne a toujours présenté un intérêt d'ordre international; elle a été, de tout temps, un problème d'une grande importance pour l'Europe orientale. L'offensive de la Russie et de la Pologne contre l'Ukraine a quelque peu obscurci le fond du problème ukrainien, surtout après l'union volontaire de l'Ukraine à la Russie.

Il est évident que la politique gouvernementale russe toute imprégnée de centralisme, faisait son possible pour anéantir les tendances séparatistes de l'Ukraine; cela est d'autant plus compréhensible que l'opinion russe niait toute particularité nationale du peuple ukrainien. Et c'est pourquoi elle rejetait aussi l'idée d'autodétermination en cherchant à prouver l'existence d'un lien organique unissant l'Ukraine à la Russie. Sous tous ses rapports, il est bien étonnant que l'Europe ait admis si facilement ces affirmations sans fondement aucun, oubliant le rôle de l'Ukraine au ^{xvii}^e siècle dans la politique internationale et la manière tragique dont se termina sa lutte pour l'indépendance au commencement du ^{xviii}^e siècle.

Les événements qui ont accompagné la grande guerre ont seuls permis à l'Ukraine de reprendre toute son importance internationale. Feu le sociologue suédois R. Kieller, ainsi que l'Anglais Seton Watson, célèbre connaisseur de l'Europe orientale et centrale, avaient parfaitement raison en déclarant que la question n'a pas été résolue, pas plus sur les champs de bataille ou dans l'incendie de la révolution russe qu'à la Conférence mondiale; elle reste une plaie sanglante sur le corps de l'Europe, exposant au danger la paix du monde, jusqu'au jour où les questions compliquées et

pénibles accumulées à l'est de l'Europe n'auront point été résolues. Or, depuis dix ans, cette partie du monde se trouve dans le chaos bolchevik au milieu duquel la question ukrainienne occupe une place prépondérante.

L'Ukraine apparaît comme l'axe politique de l'Orient de l'Europe, comme son point cristallique. L'apaisement futur de l'Orient viendra de Kiev, et non pas de Moscou. Le centre de gravité politique, ainsi que l'avait prévu il y a quelque vingt ans, un génial chimiste russe, M. Mendeleev, s'est déplacé petit à petit de Russie en Ukraine.

Et cela n'est pas le fait du hasard. L'Ukraine, de par sa situation, a toujours été orientée et liée à l'Occident, alors que la Russie gravitait vers l'Orient.

La guerre et la révolution ont anéanti, d'une manière chirurgicale peut-être, ce lien qui n'était pas du tout organique, mais bien forcé, qui existait entre la Russie et l'Ukraine depuis 250 ans.

Les adversaires de l'indépendance ukrainienne essaient de convaincre le monde entier qu'une fois séparée, l'Ukraine est vouée à une catastrophe économique, attendu qu'en se séparant de la Russie elle sera détachée de son *hinterland* naturel.

Cette conviction n'a aucune raison d'être, ainsi que l'a prouvé, avec une autorité incontestable, l'économiste ukrainien bien connu M. Tienochenko. Un simple coup d'œil jeté sur les branches principales de la vie économique de l'Ukraine suffit pour nous en assurer. L'Ukraine est essentiellement un pays agricole, c'est pourquoi sous ce rapport, on aurait pu supposer qu'elle est organiquement liée à la Russie comme ne se lassent de le répéter les nationalistes et les politiciens russes. En réalité, il n'en est rien, attendu qu'encore avant la guerre les 10 % seulement de toute la production du blé ukrainien étaient exportés en Russie; l'exportation effective du blé ukrainien se faisait en Europe Occidentale et Centrale. Il est bon de remarquer qu'une partie de l'exportation de blé d'Ukraine en Russie était destinée de préférence aux régions des confins de l'ancienne Russie impériale, régions qui en se séparant d'elle après la guerre, forment de nos jours les Pays de la Baltique.

Le professeur V. Timochenko dit avec raison que l'Ukraine a été le grenier à blé, non seulement « de la Russie, mais de l'Europe Occidentale et Centrale ».

C'est à peu près dans les mêmes conditions que se trouve aussi l'élevage du bétail par rapport à la Russie à laquelle l'Ukraine faisait autrefois concurrence. La politique ferroviaire russe concourait à cette concurrence.

Si dans l'industrie sucrière on constate un lien plus étroit entre la Russie et l'Ukraine, ce n'est que grâce à la politique du sucre du gouvernement tsariste en vertu de laquelle l'Ukraine ne pouvait exporter son sucre à l'étranger. Après la révolution qui a supprimé la grande propriété en Ukraine, la production de la betterave baissera certainement et avec elle la production du sucre. Par conséquent l'Ukraine, sans la Russie, aura son exportation naturelle de sucre, après s'être pourvue elle-même, au Caucase, en Asie Centrale et en Perse.

Il ne faut pas non plus affirmer que l'industrie des mines et de la métallurgie de l'Ukraine soit en quelque sorte liée à la Russie. Tout au contraire; toutefois dans cette branche on peut constater une certaine concurrence entre l'Ukraine et la Russie, ce à quoi tendait, à vrai dire, la politique russe d'avant-guerre. De fait, cette concurrence se manifeste en ce moment surtout, alors que le pouvoir bolchevik protège le développement

de sa grosse industrie aux dépens de l'Ukraine, en la traitant sous le rapport économique comme sa colonie. Ce fait a été confirmé dans un journal soviétique le *Bolchevik* de février-mars 1928, par un économiste et publiciste bolchevik Voloubaev. En ce qui concerne l'industrie lourde ukrainienne l'on peut dire également qu'elle ne fut pas liée à la Russie, mais à l'étranger.

Sous ce rapport nous allons, une fois encore, nous en remettre à l'ouvrage du même économiste ukrainien V. Timochenko, déjà cité : *L'Ukraine et la Russie dans leurs rapports économiques mutuels* (*Ukrainski Economist*, N° 1928). M. Timochenko écrit que l'industrie ukrainienne du charbon et du fer « est ukrainienne non seulement jusqu'au moment de sa production, mais aussi par le rayon même de la vente de ses produits »... Ce n'est que dans un Etat indépendant ukrainien que ces branches principales de l'industrie nationale pourront normalement se développer; alors seulement elles pourront assurer le bien-être économique à l'Ukraine dans ses rapports économiques avec l'Occident et avec l'Europe Centrale d'une part, et avec le Caucase et l'Asie Centrale de l'autre.

L'argument russe que la Russie ne peut se passer de la Mer Noire au point de vue économique ne saurait être pris en considération, attendu que sous ce rapport, c'est-à-dire dans la vie économique de la Russie, la Mer Noire n'a joué pour ainsi dire aucun rôle. C'est par les ports de la Baltique que la Russie faisait son commerce comme on peut encore en juger sous le pouvoir bolchevik. La Mer Noire avait pour la Russie une importance plutôt politique et, jusqu'à un certain point, stratégique; au point de vue économique cette mer était ukraïno-caucasienne. Il reste encore un argument dont se servent bien volontiers les adversaires du détachement de l'Ukraine de la Russie. L'Ukraine, disent-ils, va perdre de cette façon des étendues de terre considérables en Asie Centrale, en Sibérie et en Extrême-Orient, terres qui constituent naturellement des réserves pour l'émigration ukrainienne, question qui se pose en présence de l'excédent de la population.

Ici encore nous partageons le point de vue du professeur V. Timochenko qui déclare que l'émigration en masse de l'excédent de la population ukrainienne dans les pays lointains bien au-delà des frontières du territoire ukrainien est indésirable pour ne pas dire anormale. Ce malheur, dont il faut rechercher les causes dans la politique de centralisation économique du gouvernement tsariste, s'est très désavantageusement répercuté sur le développement économique de l'Ukraine. Il faut espérer que la politique rationnelle économique de l'Etat indépendant ukrainien, saura localiser considérablement cette maladie grâce à l'intensification de la vie économique ukrainienne, principalement par l'industrialisation de l'Ukraine que le gouvernement du tsar épuisait systématiquement et que la Russie rouge exploite progressivement.

A en juger par ces courtes remarques on peut voir jusqu'à quel point est mal fondée l'opinion préconçue qui veut qu'il existe des liens soi-disant organiques et économiques dans les rapports entre l'Ukraine et la Russie. Nous voyons ainsi qu'il n'y a pas lieu de douter de la possibilité d'une indépendance ukrainienne au point de vue économique, ni de supposer que la Russie ne pourra se passer économiquement de l'Ukraine.

Nous sommes sûrs que la séparation de l'Ukraine de la Russie sera non seulement utile au peuple ukrainien, mais qu'elle n'empêchera nullement le développement de la Russie. D'autre part, est-ce vraiment obligatoire que l'Ukraine indépendante soit l'ennemie de la Russie ? Nous voyons bien cependant des Etats indépendants de l'Europe Centrale constitués sur

les ruines de la monarchie des Hasbourgs, se mettre d'accord avec l'Autriche, et rien ne prouve que demain une voie de réconciliation avec la Hongrie ne soit trouvée.

Ainsi une Ukraine indépendante est la condition essentielle de la paix à l'Orient de l'Europe. C'est la clef qui permettra de résoudre le problème bien compliqué de l'Europe Orientale, problème qui n'a plus un caractère russe depuis la révolution.

Il est à souhaiter que l'Europe le comprenne et qu'elle cesse de regarder l'Europe Orientale d'après l'échelle russe; il est temps qu'elle cesse de considérer la question de l'Europe orientale d'après les conceptions d'avant-guerre. S'il en était autrement il serait difficile de se représenter la pacification de ce terrible chaos dans lequel se trouve l'Orient de l'Europe depuis 1917 et dans lequel se trouvent plongés malgré eux l'Ukraine, le Caucase et d'autres pays limitrophes.

Espérons que la future conférence mondiale, à laquelle incombera la liquidation de ce chaos sanglant, traitera cette grave question de l'Europe Orientale non pas au *Standpunkt* russe et selon les prétentions impérialistes et nationalistes russes, mais qu'elle prendra en considération l'intérêt vital de tous les peuples opprimés d'Europe et d'Orient. Ces peuples n'aspirent qu'à la libération nationale, qu'à l'indépendance d'Etat sous l'étendard de la démocratie, avec une orientation vers l'Occident. A l'avant-garde de ces peuples vient l'Ukraine, affaiblie sans doute, mais vivante tout de même et indivisible.

H. BOCZKOWSKI.

La vie sociale des montagnards du Caucase

Nous avons eu l'occasion déjà dans le *Prométhée* n° 19 de parler des habitudes d'économie et de travail des Montagnards du Caucase; nous voudrions aujourd'hui nous arrêter sur un trait remarquable, propre à la nature des Montagnards du Caucase, au sentiment très développé de la vie sociale.

L'initiative personnelle dans la vie sociale, de tout temps, a été la base de la vie des Montagnards. Sans parler de l'époque actuelle, tous les explorateurs plus ou moins impartiaux soulignent dans le passé historique de la vie des Montagnards les principes très développés de sociabilité, ce qui élevait la personnalité du Montagnard à un niveau culturel assez important. C'est ainsi par exemple qu'un explorateur, décrivant les Tcherkesses ou Circassiens de la première moitié du xix^e siècle, écrit :

« Les Tcherkesses sont assez développés au point de vue culturel, grâce en partie à leur organisation politique. Lorsqu'un peuple n'a pas été gouverné par une autorité quelconque, chacun doit prendre soin de soi-même et de l'utilité publique, établir des relations et avoir recours à la force de la parole pour défendre ses intérêts. Cette situation sociale donne au peuple l'habitude d'avoir la propre politique du pays, perfectionne les capacités mentales, développe la prévoyance et les habitudes d'éloquence, si nécessaires dans les réunions publiques.

De fait, parmi les Montagnards on en rencontre un bon nombre qui prononcent avec un art incomparable de longs discours, remarquables par

la forme, l'ordre logique des déductions et par la force de la persuasion (1).

Un administrateur russe, lequel durant plusieurs années avait été en contact avec la population montagnarde, parle ainsi d'un simple Koumuik : « C'est notre Gambetta », disaient de lui des Koumuiks cultivés; j'étais quant à moi, complètement de leur avis et c'est avec plaisir que j'affirme actuellement que parmi les indigènes du Caucase on rencontre des individus susceptibles de rappeler les plus hauts esprits de l'Europe civilisée. » Et cela n'a rien d'étonnant si l'on conçoit que de tout temps les Montagnards se réunissaient pour résoudre les questions de paix et de guerre, de modifications aux usages et aussi, pour punir d'ostracisme certains membres dévoyés de la communauté et pour juger toutes autres affaires... Ces réunions avaient lieu dans un endroit déterminé. Là se rendaient les élus des gorges et des aouls circassiens. Si le développement naturel des habitudes sociales n'avait pas été interrompu de force par la conquête russe, il est à présumer que les peuples montagnards auraient su créer les plus hautes formes de la vie sociale, qui trouvent leur expression dans la conception finale de l'Etat. On peut en juger du reste par les exemples suivants, fournis par l'explorateur déjà cité, M. Karlhof, qui, page 544, écrit :

« En 1847, les peuplades tcherkesses qui habitent sur le penchant nord des montagnes du Caucase, se mirent d'accord pour remettre le pouvoir à l'assemblée nationale et pour introduire chez elles ce qui leur manquait pour l'organisation de l'unité et de l'ordre, notamment la création d'une administration et d'une police de zemstvos. Pour l'accomplissement de ces projets, elles résolurent de prendre les mesures suivantes :

« 1° Reconnaître tous les arrêts de l'assemblée nationale, obligatoires pour toutes les communautés et amener de force à l'obéissance celles d'entre elles qui voudraient se soustraire à l'exécution de ses ordres.

« 2° Donner la force matérielle à l'assemblée nationale pour que ses arrêts soient respectés en organisant une milice permanente au compte du peuple et en la mettant à son entière disposition.

« 3° Diviser le peuple en groupes de cent familles et remettre la direction de ces groupes dans les mains des anciens, élus par eux, lesquels prêtaient ce serment d'accomplir les règlements de l'assemblée nationale et de présenter à son jugement les rebelles et les criminels. Et pour soutenir le pouvoir des anciens mettre à leur disposition quelques *montazagues*. »

L'honneur de ces règlements si raisonnables appartenait aux *tvokhotliams*, autrement dit au Tiers-Etat libre. Le recrutement de la milice permanente et sa constitution en détachements se faisait dans des endroits préalablement assignés.

Ceux des habitants qui ne voulaient pas se soumettre à ce nouvel état de choses y étaient obligés par la force...

Un autre exemple nous fait juger non seulement de la vie sociale, mais du niveau bien élevé de la conscience politique :

« Le 13 juin 1861, tous les Tcherkesses se sont réunis en conseil; ils ont unanimement résolu de créer une « Union extraordinaire » et de

(1) « Le Messager Russe » (Rousski Vestrik), T. XXVIII, Nicolas Karlhof. De l'organisation politique des peuples tcherkesses habitant le littoral nord-est de la Mer Noire.

conserver l'ordre intérieur. Pour diriger cette « Union » on constitua un Medjlis ou Parlement de 15 oulémas et de doctes personnalités. On a donné à ce medjlis le nom de « *Grande Assemblée Libre* ». Ce medjlis divisa avant tout le pays en douze arrondissements; dans chacun on nomma un *moufti*, un *cadī* et un *moukhtar*. Loin de se contenter de l'organisation intérieure qui venait d'être créée, les « oubuikhs » ont cherché du soutien chez les Turcs et en Angleterre. Ils ont adressé un mémorandum au consul britannique de Soukhoun, M. Dikson, le priant de faire connaître au Gouvernement anglais *l'atteinte portée à leur indépendance*, au moment où, d'après eux, *le grand medjlis de la liberté des Tcherkesses gouvernait le pays conformément à ses attributions*. » Ils se plaignaient aussi que le général Evdokimov avait été envoyé pour les prendre de force et qu'il enserrait leur pays de tous côtés.

L'apparition des armées du général Evdokimov au pied de la chaîne principale des montagnes, à deux étapes de la terre des Oubuikhs, a donné lieu à une réunion extraordinaire du medjlis.

Les Tcherkesses décrétèrent d'envoyer une ambassade à Constantinople, à Paris et à Londres, pour solliciter une intervention et, pour couvrir les dépenses de cette mission, de prélever sur toute la population, depuis Touapsé jusqu'à Adler, une somme de 50 copeks par fumée, c'est-à-dire par maison, de lancer un appel à la guerre sainte, d'envoyer quelques milliers d'hommes de la milice dans le pays des Abadzekhs, d'obliger à agir de la même manière les Djiguètes, qui, sous l'influence du prince Rechid-Guetch, étaient restés froids à l'appel.

Les décisions du medjlis furent mises à exécution. L'argent nécessaire à la mission lui fut remis et elle partit pour Constantinople. A la tête de cette ambassade se trouvait Ismaïl-Barkaïp-Dzjati, lequel, comme le fait remarquer avec hauteur l'historien russe, s'est attribué le rôle exclusif d'un diplomate et l'a joué assez bien... Au secours des Abadzekhs furent envoyés jusqu'à cinq mille Oubuikhs (1). »

Au premier temps de la conquête du Caucase, l'administration russe avait recours aux indigènes eux-mêmes pour faire aboutir telle ou telle réforme. A cet effet elle conviait les représentants des peuplades montagnardes aux grandes assemblées nationales. De semblables assemblées populaires fonctionnaient chez les Tchetchènes, les Ingouches, les Ossètes, les Kabardiens, les Karatchaïs, etc. Elles étaient d'une grande utilité à la population en tant que manifestatoin de l'initiative personnelle. Il est vrai que les bons résultats de ces réunions étaient paralysés dans une large mesure par l'administration russe dont la tendance était de les utiliser à son profit; toutefois elles fonctionnaient assez régulièrement, quelques-unes même, qui paraissaient plus sûres, furent même fixées dans l'ordre législatif, telles les réunions nationales des Kabardiens. Mais, lorsque à ces réunions, apparurent les abus de l'administration inférieure, lorsque se constitua une société intellectuelle de Montagnards et que les assemblées se donnèrent pour but de concentrer dans leurs mains les divers côtés de la vie économique et qu'enfin pour suppléer au manque d'établissements de Zemstvos on alla jusqu'à imposer des quêtes, l'administration commença à mettre de la mauvaise volonté pour organiser les réunions. Elle finit même par cesser complètement de les convoquer.

A la base de la direction fut créé un centralisme bureaucratique dont l'invariable satellite fut l'arbitraire bureaucratique.

L'initiative rurale elle-même de la population fut paralysée par l'insti-

tution des « anciens » nommés par la volonté des chefs, auxquels incombait le devoir d'initier l'administration sur les côtés intérieurs de la vie de l'aoul, chose qui avait jusqu'alors été cachée aux yeux étrangers.

Si l'administration rurale inférieure était composée des rebuts de la société indigène et cosaque, celle du district et de l'arrondissement n'était autre que le rebut des milieux militaires et du monde des fonctionnaires. C'étaient, pour la plupart, des gens grossiers et ignorants qui, profitant de leur pouvoir presque illimité, traitaient la population comme bon leur semblait.

Pour avoir une idée de la façon dont ils pillaient les biens nationaux il suffit de constater la disparition de sommes particulières que les Montagnards ramassaient par voie d'imposition volontaire et qui étaient destinées aux besoins de la culture économique. D'autres faits viennent prouver cette façon de disposer, sans gêne aucune, de sommes ramassées par suite de contraventions, d'amendes infligées à des Ossètes, à des Karatchaèves, etc., sommes qui atteignaient des chiffres importants.

Il va sans dire qu'en présence d'un tel état de choses il n'y a pas à parler du développement des principes sociaux dans la vie des Montagnards.

D'une manière générale l'on peut dire que l'époque du tsarisme a peu contribué au développement des principes sociaux parmi les Montagnards du Caucase en raison de sa politique « *divide et impera* », politique d'étranglement dans une main de fer, d'émigration forcée en Turquie, à laquelle furent astreints des centaines de milliers de Montagnards du Caucase, à la politique enfin de la nationalisation des meilleures terres des Montagnards au profit de la population russe. Cette politique de répressions administratives continuelles par rapport aux Montagnards se manifestait sous forme d'expéditions militaires, d'occupation du pays, du désarmement forcé des Montagnards, de responsabilité solidaire des communautés rurales pour la mauvaise conduite de certains de ses membres, de limitation du droit de séjour aux Montagnards dans les villes de leur propre patrie et du droit d'acquisition des propriétés immobilières. Ajoutons encore le pillage des capitaux nationaux, l'expropriation des terres et des forêts et en général tout un système de mesures à l'aide desquelles le bureaucratisme russe au Caucase espérait définitivement apaiser les peuples conquis et imposer aux peuplades montagnardes le pouvoir moral russe, ce qui représente une sérieuse garantie pour la tranquille possession d'un pays (1).

Or, malgré toutes ces tentatives faites par le tsarisme, en vue d'extirper les instincts sociaux propres aux Montagnards du Caucase, ces principes ne manquaient point de se révéler à la première occasion. Témoin cette peuplade d'éleveurs de bestiaux, les Karatchaèves, qui habitent les ramifications de l'Elbrouz. Fortuitement les représentants de ce peuple se réunissent en dehors de la surveillance des chefs. Et aussitôt ils formulent un memorandum, qu'ils envoient au vice-roi du Caucase, au comte Vorontsov-Dachkov (1908) (2). Que désirent « *ces éleveurs de bestiaux ? ces Karatchaèves* ». Dans le memorandum nous lisons :

« 1° Il est nécessaire d'assurer au peuple l'enseignement laïque, de faciliter l'ouverture d'écoles, d'augmenter pour les Montagnards le nombre

(1) Rescrit de l'empereur Alexandre II au nom du vice-roi du Caucase, le grand duc Michel Nicolaïevitch, du 13 octobre 1871.

(2) Cf. Almanach « Le Matin des Montagnards », Bakou, 1910.

33771

des bourses dans les lycées du Caucase du Nord, ainsi que dans les établissements d'enseignement supérieur généraux et spéciaux. Il est de toute nécessité aussi d'ouvrir au Caucase du Nord un établissement d'enseignement supérieur général et spécial pour que nos enfants puissent, sans quitter leur patrie, étudier leur pays et consacrer leurs forces au service du Caucase, qui a tant besoin de travailleurs lettrés...

« 2° Pour l'amélioration des coutumes juridiques de la population, il est nécessaire : a) d'instituer un tribunal avec des jurés au Caucase du Nord; b) de créer dans les tribunaux un institut de traducteurs jurés, possesseurs d'une instruction secondaire, etc... Le point suivant est de tous le plus important : e) *attendu que le peuple Karatchaève constitue un tout homogène, ayant une vie économique sociale et religieuse commune, il faut instituer une assemblée nationale de députés Karatchaèves élus par chaque village.*

C'est ainsi que des profondeurs de la presse bureaucratique du tsarisme se fait entendre une voix bien vivante, celle d'un éleveur de bestiaux du Karatchaï. Nous prenons intentionnellement les Karatchaïs en tant que peuple des plus arriérés d'entre les Montagnards. Les autres peuples, ceux qui ont fait sortir de leur milieu des cadres considérables d'intellectuels, formulaient leurs exigences d'une façon beaucoup plus claire, plus décisive encore; en elles se reflétait admirablement la voix vivante de la société. Le tsarisme s'est effondré et les Montagnards du Caucase ont rejeté le joug du despotisme. Mais bien court a été ce temps de liberté. La guerre civile éclate, terrible et meurtrière. Les forces les plus diverses se jettent l'une sur l'autre avec un acharnement sans exemple, une lutte mortelle en résulte. Le territoire des Montagnards devient l'arène de ces événements sanglants. Il fallut défendre les foyers ancestraux, arrêter la vague révolutionnaire et, l'on sait que les Montagnards du Caucase remplirent cette tâche avec un courage extraordinaire, avec un dévouement sans bornes. On ne saurait dire laquelle de ces peuplades s'est le plus distingué; tous les peuples montagnards rivalisèrent d'entrain et d'héroïsme. C'est ici que les instincts et les habitudes de la vie sociale ont pu se montrer sous leur vrai jour, en dépit des conditions dans lesquelles des générations entières de Montagnards du Caucase avaient été élevées.

Mais ayant rejeté ce joug, les Montagnards du Caucase en sentirent bientôt un autre, plus lourd peut-être que celui du tsarisme : c'est le joug du despotisme rouge. Ils se trouvèrent sous le talon d'un grossier garde rouge, d'une variété nouvelle de l'impérialisme russe.

Sur le dos des Montagnards montèrent les plus grands prestidigitateurs politiques, les plus grands charlatans et vagabonds que l'histoire ait connus, et ils s'y sont fixés assez solidement, gardés et protégés par les épées « de l'impérialisme rouge ». Ces gens sont pour la plupart des éléments étrangers, quelque peu mélangés au rebut d'un petit nombre de Montagnards, amateurs de la pêche en eau trouble. Il est inutile de s'étendre sur l'impossibilité d'adapter l'initiative sociale personnelle aux principes de structure de la vie soviétique. Tout au plus, la sociabilité sous le pouvoir soviétique, c'est la création artificielle par les agents du pouvoir soviétique de l'énergie sociale dans l'un ou l'autre cas, lorsque le pouvoir sent son impuissance pour arriver à satisfaire l'un quelconque des besoins sociaux.

La sociabilité sous le pouvoir soviétique est une sociabilité sous l'égide des « coups de bâton ». Cette vie sociale est la moins propre à l'âme des Montagnards du Caucase; tout au contraire, une pareille sociabilité est

odieuse pour l'âme des Montagnards, avides de liberté; elle est contraire à leur nature, habitués qu'ils sont à respecter la personnalité humaine.

L'on peut dire sans exagération que la suppression de la sociabilité par les communistes, parmi le peuple montagnard, est une des sources les plus profondes de la haine de la population envers le pouvoir soviétique. Cette haine, entretenue par une source salubre, est un gage qui permettra un jour, au sentiment opprimé de la sociabilité, de trouver, grâce à un changement des conditions de la vie politique, une expression réellement vivante.

Il faut croire que l'heure n'est pas éloignée où le joug du despotisme rouge croulera avec le même fracas que celui du tsarisme et les Montagnards du Caucase deviendront, on ne saurait en douter, des citoyens libres de leur propre pays désormais libre; ils deviendront ce qu'ils sont réellement et retrouveront leur sociabilité.

Ahmed TSALIKKATI.

L'UKRAINE

Il y a quelque temps, M. Potressov, le publiciste russe bien connu, consacrait à l'Ukraine dans les colonnes du journal de M. Kerenski, les *Dni*, quelques articles qui ne manquent point d'intérêt. Ces articles attirent d'autant plus notre attention que leur auteur, à l'encontre des autres collaborateurs de ce même journal, reconnaît sans hésiter aux peuples du Caucase les droits les plus indiscutables à l'indépendance.

Toute autre est l'attitude de M. Potressov à l'égard de l'Ukraine et de ses aspirations nationales. Voici ce qu'il dit à ce sujet :

« J'ai deux mesures tout à fait différentes, l'une pour la Géorgie, l'Arménie, l'Esthonie, la Lithuanie ainsi que pour les autres peuples allogènes amalgamés naguère au corps de l'empire russe, qui leur était et leur est demeuré étranger; et l'autre pour les Ukrainiens qui, nonobstant leur différence ethnique, vivaient depuis longtemps sur l'unité de culture générale russe, à laquelle ils apportaient leur « moi » spécifique, et qu'ils ont créée avec les Grands-Russiens; pareillement ce n'est pas la culture grand-russienne, mais précisément la culture russe, qui a formé, en même temps que le Grand-Russien Pouchkine, le Petit-Russien Gogol... le nord de la Russie ne peut exister sans le midi, ni le midi sans le nord. »

Je ne me figurais pas la situation aussi tragique ! Pourquoi donc la Russie ne peut-elle exister sans l'Ukraine, ou l'Ukraine sans la Russie ? Qui a prouvé cela ? Quand ? Où ?

M. Potressov n'avance pas d'arguments à l'appui de sa thèse; il libère ainsi ses adversaires de l'obligation d'en fournir. Cela ne m'empêchera pas de dire, sans risquer d'être démenti, que même séparée de l'Ukraine, la Russie restera un des Etats les plus vastes et les plus opulents du monde. Il suffit de jeter les yeux sur la carte de la Russie pour être étonné des plaintes continuelles des Russes, comme s'ils étaient de naissance des deshérités de la nature ! Et cependant la seule énumération des vastes régions, tant de la Russie du centre que du nord, que des bords de la Volga, de l'Oural, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, suffit amplement à convaincre du contraire.

Le peuple russe, il est vrai, est pauvre; il y a un grand contraste entre

les incalculables richesses du sol et du sous-sol d'une part et sa situation économique d'autre part; il n'a même pas encore utilisé la centième partie des ressources existantes; il est encore très arriéré techniquement et intellectuellement... Mais ces considérations sont d'un ordre différent et n'ont pas de rapport direct avec la question qui nous intéresse. Tout peuple a son histoire, son thème de développement, ses aptitudes aux conditions de culture nouvelle et son génie créateur. Il n'y a aucune raison de croire que les choses demeureront en l'état actuel ni que le peuple russe n'est point destiné à devenir un grand peuple autrement que par le chiffre de sa population, mais pour cela, il lui est indispensable de se contenter, disons, non de la sixième, mais de la septième partie de la surface terrestre. Qui donc ignore aujourd'hui que l'une des principales raisons du peu de développement du peuple russe réside justement dans les continuelles aventures impérialistes où se jetait le gouvernement tsariste ?

Ce qui a été dit pour la Russie, se trouve dans la même mesure applicable à l'Ukraine.

Celle-ci, en effet, peut subsister indépendamment; il ne lui manque ni aptitudes ni ressources pour cela. Il a été observé que les Russes — ceci n'est point pour le désintéressé M. Potressov — ne discutent pas du tout sur la possibilité d'existence indépendante de l'Ukraine, mais qu'ils se plaignent de ce que celle-ci, en se retirant, empirera leur propre situation économique. Ils citent comme exemple le blé de l'Ukraine qu'ils exportent, soit en Russie, soit au-delà de ses frontières. Sans parler de la Sibérie, qui, si elle était exploitée rationnellement, pourrait nourrir toute la Russie, qui nous dit que l'Ukraine indépendante ne pourrait également y exporter son blé ? Un problème de ce genre se résout de la manière la plus simple, par la signature d'un accord commercial.

On ne peut nier que la séparation d'avec la Russie, au début, ne suscitera des difficultés à l'Ukraine elle-même. Il se produira des regroupements de diverses branches de l'industries, des déplacements de centres commerciaux, une substitution des méthodes ukrainiennes de gouvernement et d'administration aux méthodes spécifiquement russes... En un mot il faudra un certain laps de temps afin d'obvier aux inconvénients que le changement politique aura amenés, mais quelle nation a jamais refusé l'indépendance pour éviter de ces inconvénients ?

Mais ici M. Potressov avance son autre argument : il ne considère pas du tout le peuple ukrainien comme une nation ! Ainsi que nous l'avons vu plus haut, il range le peuple ukrainien dans une « espèce ethnique » à part, mais dans la même phrase, il le dissout dans « l'unité de culture générale russe ». Il est indéniable, naturellement, que Gogol est un grand écrivain russe, mais, de ce fait, il ne viendra à l'esprit de personne que le peuple ukrainien appartient à la nationalité russe.

Cela rappelle la Douma pan-russe dont le président Rodzianko et les membres Skoropadsky et Kapnist s'intitulaient Petits-Russiens tout en niant qu'il existât une nation ukrainienne sur cette planète ! A cette occasion, d'ordinaire, le Grand-Russien Milioukov montait à la tribune et leur faisait une conférence pour leur apprendre que les Ukrainiens par leur langue, leur littérature et leurs arts sont indubitablement une nation. Et ceci se passait du temps de la « Sainte Russie » alors que la langue ukrainienne était interdite dans les écoles, la presse, les établissements publics ou privés et les églises...

Depuis, la situation a radicalement changé. Les bolcheviks ont été

contraints de reconnaître comme langue officielle en Ukraine l'ukrainien, et aujourd'hui, si l'on y parle de mesures vexatoires à l'égard d'une langue, c'est de la langue russe ! Les Universités, l'Académie des sciences ukrainiennes sont des faits. Nous sommes témoins des progrès gigantesques — de la résurrection de la nation ukrainienne.

Il est difficile d'admettre qu'un écrivain aussi observateur que l'est M. Potressov ait pu négliger un fait de cette importance. Tôt ou tard, il comprendra, sans doute, que le temps de « l'unité de la culture générale russe » est passé, et que commence une nouvelle période de culture pour l'Ukraine indépendante, culture qui égale celle de la Russie et des autres nations.

Et quand il existe une culture nationale, que la nation se connaît elle-même, qu'elle détient des conditions politiques et économiques favorables, il va de soi qu'elle commence à lutter pour assurer l'indépendance. M. Potressov ne veut pas y croire.

« Nous sommes, à un degré suffisant, de prudents sceptiques, dit-il, pour mettre en balance les intellectuels séparatistes et toute la masse de plusieurs millions de cultivateurs de blé. »

Nous sommes habitués à ce genre d'argumentation de la part des nationalistes de toutes nuances, mais nous ne l'attendions pas de M. Potressov ! Et cependant c'est une question de fait avec laquelle M. Potressov doit compter en tant que bon social-démocrate adhérent totalement aux conclusions d'une résolution fameuse de l'Internationale, prise au Congrès de Marseille, et qui reconnaît précisément à l'Ukraine le droit de disposer d'elle-même. Aussi peut-on laisser M. Potressov à la douce illusion de croire que le peuple ukrainien de « plusieurs millions de cultivateurs », ne profitera pas de ce droit !

L'histoire ne connaît pas de pareil phénomène; l'Ukraine ne constituera point une exception parmi les nations civilisées; elle s'engagera bien au contraire, sur la voie historique déjà frayée.

Admettons par impossible que le peuple russe perde son indépendance. Que dirait M. Potressov ? Je ne puis le savoir au juste, mais ce qui est hors de doute c'est qu'il comprendrait mieux les aspirations d'une nation à la liberté.

Un Géorgien.

Le budget de l'Ukraine sous le régime soviétique

Le droit d'avoir un budget, de déterminer les revenus et les dépenses de l'Etat n'appartient qu'aux nations indépendantes.

Ce droit est un attribut inaliénable de la souveraineté nationale. Son importance, en ce qui touche l'Etat, n'est pas seulement de pure forme; l'établissement du budget est lié étroitement avec tout le système d'économie nationale; ce sont deux facteurs de la vie d'un pays qui réagissent l'un sur l'autre; l'économie nationale est le facteur prépondérant, mais on ne peut nier que la politique financière d'un Etat exerce une influence sur le développement économique du pays.

Une nation qui ne veut pas vivre en tutelle doit avoir entre ses mains

tout l'appareil financier de l'Etat. Toute infraction à cette règle ne profite qu'aux étrangers.

L'examen des rapports financiers entre l'Ukraine et l'Union des Républiques soviétiques, durant la période comprise entre 1923 et 1928, démontre que les droits, réservés dans le domaine budgétaire à la République soviétique ukrainienne « membre de l'Union soviétique » ne furent pas toujours identiques et qu'ils donnèrent lieu à des changements successifs; on peut constater que la force même des choses amène un certain affaiblissement de l'influence moscovite et du centralisme. Mais malgré tout, le centralisme reste prédominant et dans certains domaines il se fait sentir avec plus de force encore que du temps des tsars, parce que l'économie nationale — l'industrie et le commerce — sont actuellement entre les mains de l'Union, c'est-à-dire du pouvoir central; sous l'ancien régime, les empiétements de l'Etat dans ce domaine étaient pour ainsi dire insignifiants.

Jusqu'à l'année budgétaire 1923-24, la République soviétique ukrainienne n'avait pas de budget proprement dit : les dépenses prévues pour ses organes administratifs et autres étaient couvertes par l'Union. En 1923-24, pour la première fois, la République soviétique ukrainienne eut un budget établi. Il n'était que de 12.900.000 roubles, tandis que le budget de l'Union pour la même année prévoyait 1.728.080.000 roubles. Cette somme minime (de 12.900.000 roubles) fut réservée au budget spécial de l'Ukraine, laquelle, dans la même année, devait fournir (d'après les prévisions du budget de l'Union et du budget spécial de l'Ukraine), 375.000.000.000 de roubles.

On voit par là qu'en 1923-24 le pouvoir central disposait presque exclusivement de ressources soutirées à l'Ukraine. Le 29 octobre 1924, le Comité central exécutif de l'Union vota une loi concernant les droits budgétaires des républiques qui la composent.

L'étroitesse de cette loi la fit vivement critiquer; on exigea l'élargissement des droits budgétaires des républiques.

Les chiffres ci-dessous établissent que, dans les années 1924-25, 1925-26 et 1926-27, le gouvernement de la République soviétique ukrainienne ne disposait que de 15 à 25 % (suivant l'année) des sommes prélevées dans le pays.

1924-25, 1925-26, 1926-27 : budget de la République soviétique ukrainienne : 67.165.235; budget de l'Union soviétique : 2.200.371.429; ressources territoriales de l'Ukraine : 487.689.852.

Ainsi, en 1924-25, sur les 487 millions de roubles recueillis en Ukraine, le pouvoir central disposait de 420 millions en 1925-26, de 524 millions sur 689 et en 1926-27 de 617 millions sur 852.

Le 25 octobre 1927, une nouvelle loi concernant les droits budgétaires des républiques, incluses dans l'Union soviétique, fut votée; mais cette loi apporta peu d'améliorations. Ainsi (année 1927-1928), sur les 1.200.000.000 roubles qui doivent être perçus en Ukraine, 280.000.000 roubles seulement figurent au budget de la République soviétique ukrainienne; le reste est attribué au budget de l'Union.

Nous voyons par là que le gouvernement de la République ukrainienne, bien qu'il soit une filiale du gouvernement de Moscou, n'a qu'un champ d'activité très restreint.

Le centralisme budgétaire dans l'U.R.S.S. se manifeste aussi dans l'unité du budget de l'Union. Ce budget unique se compose de sept budgets : du budget général de l'Union qui comprend 25 % de toutes les recettes et dépenses de l'Etat soviétique et des six budgets des républiques composant

l'Union : République socialiste fédérative soviétique russe; République socialiste soviétique ukrainienne; République socialiste fédérative soviétique transcaucasienne; République socialiste soviétique blanc-russienne; République socialiste soviétique du Turkestan; République socialiste soviétique d'Ouzbékistan.

Le Comité central exécutif de l'Union soviétique ratifie ce budget unique, donc le budget de chaque république doit être confirmé par le pouvoir central avant d'entrer en exercice.

Dans ces conditions, on peut dire que les républiques composant l'Union ne jouissent pas, dans le vrai sens du mot, de leurs prérogatives budgétaires — fut-ce dans les limites de la loi du 25 mai 1927 — puisque leur budget doit être ratifié par le pouvoir central.

Le juriste soviétique, M. Sologoub (*Droit budgétaire dans l'U.R.S.S.*, Kharkov, 1926), dit lui-même, à propos de la loi du 29 octobre 1924, que sans l'approbation définitive des Soviets centraux, le droit budgétaire n'existe pas, que nous sommes plutôt en présence d'une simple préparation des comptes servant de base à l'établissement du budget unique de l'Union; ainsi chaque république est réduite à l'état d'une simple filiale de l'organisation centrale, tel un service local, instauré par une entreprise quelconque. Et M. Sologoub reconnaît lui-même que ce système est préjudiciable, car une république qui possède certains droits dans le domaine étatique doit aussi pouvoir disposer de moyens pécuniaires, c'est-à-dire avoir un budget autonome. Cette ratification par le pouvoir central n'est accordée le plus souvent qu'à la fin du premier semestre, durant lequel l'Union et toutes les républiques sont soumises au régime des douzièmes provisoires; or, ces douzièmes sont fixés uniquement par le pouvoir central.

Dans la répartition des ressources budgétaires entre le pouvoir central et les républiques, le centralisme se manifeste également au chapitre des revenus du budget de l'Union; là figurent les sources de revenus les plus fructueuses du pays: les impôts indirects, les bénéfices de l'industrie et du commerce étatisés, les opérations de crédit, les émissions de billets de banque, les bénéfices ferroviaires et ceux des transports en général, revenus du télégraphe, etc...

Au budget des républiques de l'Union s'inscrivent seulement les bénéfices des entreprises étatiques industrielles et commerciales d'intérêt local, les revenus des forêts, etc. Et l'on doit dire même qu'en ce qui concerne l'impôt direct, il ne peut être prélevé que par le pouvoir central et non par chaque république individuellement: l'Union n'accorde que 99 % du produit de cet impôt aux républiques: 1 % reste acquis à l'Union, comme symbole de sa souveraineté dans la matière.

M. Kasatski, spécialiste du droit budgétaire soviétique, écrit à ce sujet, sous le titre « Les droits budgétaires de l'Union et des républiques faisant partie de l'Union » publié par *Le Nouvelliste des Finances* (N° 81927) : « Ce 1 % (de l'impôt direct) qui reste à la disposition de l'Union a une grande importance au point de vue constitutionnel : il est marqué ainsi que les impôts directs, lesquels ont un caractère général pour toute l'Union. » En ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales étatisées, il est à noter que les principales d'entre elles (extraction de la houille, métallurgie, sucreries) sont désignées comme ayant un intérêt général pour l'Union: par conséquent les revenus de ces entreprises figurent au budget de l'Union.

Les trusts qui groupent ces entreprises sont de 6 à 10 fois plus impor-

tants que les trusts englobant les entreprises d'intérêt local; ils les surpassent par l'importance de la production, le nombre d'ouvriers employés, le chiffre des capitaux engagés, etc...

De même, pour les articles de budget consacrés aux dépenses, l'Union tient dans ses mains les principaux ressorts de la vie étatique : la défense nationale, les affaires étrangères, le commerce extérieur, les moyens de communications, tout cela relève des commissariats centraux. Les républiques fédérées ne peuvent intervenir dans l'administration de ces divers départements.

Quant aux dépenses exigées par l'évolution économique du pays, il y est pourvu soit par les organes centraux, soit par les républiques auxquelles le pouvoir central donne à ce sujet des directions formelles. Si les républiques ne prennent pas ces directives en considération, leurs budgets ne sont pas ratifiés. Elles n'agissent avec une certaine indépendance que dans le domaine des dépenses culturelles et sociales, instruction publique, hygiène, assurances sociales, comme aussi dans le domaine administratif et judiciaire, dans celui du commerce intérieur et dans les services d'inspection ouvrière et paysanne.

Ainsi, dans ces diverses branches, en vertu de la loi du 25 mai 1927, les républiques fédérées ont la faculté d'établir elles-mêmes leur budget autonome, limité par les revenus qui leur sont réservés (impôts directs et bénéfices des entreprises d'intérêt local, etc.) par les directives du pouvoir central concernant les dépenses entreprises dans l'intérêt de la vie économique du pays.

Lorsque le budget d'une république est réglé sans déficit et lorsque toutes les directives du pouvoir central ont été observées, celui-ci doit ratifier le budget de cette république et le joindre au budget unique composé, comme nous l'avons dit, de sept chapitres. Mais cette condition préalable d'une ratification pure et simple est difficilement obtenue à l'heure actuelle : on se trouve trop souvent en présence d'un déficit budgétaire pour lequel il existe des causes nombreuses.

En cette occurrence, un Etat souverain a recours aux emprunts et autres opérations de crédit. Les républiques de l'Union soviétique sont privées de ces ressources; les déficits qu'elles accusent doivent être couverts par les disponibilités du budget de l'Union, mais en ce cas, le pouvoir central a le droit de reviser tout budget déficitaire et d'y introduire des modifications. Ainsi, les franchises budgétaires des républiques sont réduites à néant.

Il faut ajouter qu'il n'existe pas de tribunal arbitral susceptible de trancher équitablement les différends survenus entre l'Union et les républiques; cette mission est confiée au Comité central exécutif, mais celui-ci est loin d'être impartial.

Notre critique du droit budgétaire serait incomplète si nous ne soulevions pas encore que question. Actuellement, dans les pays civilisés, le droit budgétaire comporte pour un peuple la faculté de disposer de ses biens, d'organiser sa vie étatique. Mais ce droit ne devient réel pour le peuple que dans les conditions d'un régime démocratique, alors que le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécutif, lorsqu'on se trouve en présence du suffrage universel et des libertés politiques.

Dans l'Etat soviétique, toutes ces conditions primordiales font défaut. Le pouvoir exécutif aussi bien que le pouvoir législatif se trouve détenu par le parti communiste; le budget n'est qu'un instrument propre à la réalisation d'une politique de parti.

Ainsi, le peuple ukrainien se voit doublement dépouillé et limité dans ses droits : une première fois en tant que membre de la Fédération soviétique, et une deuxième, au profit du parti bolchevik.

Cet état de choses, ce centralisme budgétaire, cette négation des principes essentiels du droit budgétaire des pays démocratiques ne sont qu'une conséquence des conceptions de l'Etat soviétique et de ses buts; dans cet Etat, le plan budgétaire est étroitement lié au plan d'ensemble de l'économie nationale, dont les Soviets veulent conserver la direction grâce aux entreprises industrielles et commerciales étatisées; de la sorte, le budget sert non seulement à prévoir les besoins collectifs de la population, besoins sociaux, culturels, administratifs et les nécessités de la défense nationale, mais encore à diriger et à régler les procès sociaux et économiques dans le pays.

Nous verrons prochainement combien cet état de choses est loin de répondre aux intérêts de l'Ukraine et du peuple ukrainien.

G. GLOVINSKI.

La S. D. N. et les Emigrés

La Société des Nations, comme on sait, s'occupe depuis bien des années des intérêts des émigrés, ressortissants de l'ancienne Russie. A cet effet, ont été créés à Genève des organes spéciaux : un Haut-Commissariat à la tête duquel se trouve le docteur Nansen et son adjoint M. Johnson a été institué pour la protection des réfugiés. En outre, il existe un service des réfugiés au Bureau international du Travail, dont le chef est également M. Johnson.

Ces institutions ont déjà beaucoup contribué à la défense des intérêts des émigrés et à leur répartition entre les divers pays du monde.

Après du Haut-Commissariat existe depuis déjà plusieurs années un Conseil consultatif, qui est composé de représentants de diverses organisations internationales, telle la Croix-Rouge internationale et autres.

Par ailleurs, dans ce Conseil, les intéressés ont été largement représentés, notamment certaines organisations centrales russes, arméniennes et juives.

Les institutions ukrainiennes et principalement le Comité central ukrainien entretenaient depuis longtemps des rapports et collaboraient avec les représentants du Haut-Commissariat et du Bureau international du Travail en Pologne. Ils aidèrent en son temps au transport d'un grand nombre de nos compatriotes en France. Mais jusqu'ici aucune institution ukrainienne n'avait été représentée dans le Conseil consultatif susdit.

Cette année seulement s'est réalisé le projet de donner un mandat à une personne déterminée et ainsi d'obtenir la modification de la situation anormale qui persistait jusqu'à présent. On s'est arrêté sur la personne du professeur A. Choulguine, lequel est en possession des mandats du Comité central de Varsovie, du Comité ukrainien en Roumanie, du Bureau du Travail du Club républicain-démocratique de Prague; en outre M. A. Choulguine s'est présenté comme chef de la Mission de la République démocratique ukrainienne en France, dont l'une des fonctions est aussi la tutelle des émigrés ukrainiens réfugiés en France.

A Genève, le prof. A. Choulguine, en tant que représentant des institutions ukrainiennes, dès ses premiers pas, a rencontré le meilleur accueil de la part de l'adjoint du Haut-Commissaire, M. Johnson et sa candidature de membre du Conseil consultatif a été mise à l'ordre du jour de la session du printemps. Cependant, du côté des Russes, siégeant au Conseil, se sont manifestées certaines réserves au sujet de la nomination du prof. Choulguine. Ils motivaient leur opposition sous le prétexte que la mission ukrainienne est un organe politique, mais ils oubliaient que leur principal délégué M. Goulkevitch n'est rien moins que le représentant du Conseil des ambassadeurs de l'ancienne Russie. Sans vouloir examiner si la Mission de la République démocratique ukrainienne est une institution purement politique ou si elle remplit d'autres fonction, le Haut-Commissariat a attiré l'attention sur ce fait que le Comité central ukrainien, en Pologne, est en tout cas l'organisation ukrainienne qui s'occupe de la plus grande partie des émigrés et que le mandat donné par cette institution ne peut être mis en doute. Donc l'adjoint du Haut-Commissaire a mis comme premier point, à l'ordre du jour de sa séance du 22 mai, l'élection du représentant des organisations ukrainiennes M. Choulguine.

Aussitôt après son élection, le représentant ukrainien fut introduit dans la salle des séances où il prit une part active aux débats en défendant les intérêts des émigrés ukrainiens.

Il s'agissait du point le plus important mis à l'ordre du jour de la séance, qui était le rapport de M. Rubinstein, le représentant russe, sur le statut juridique des émigrés dispersés dans divers pays. Cette question avait été préparée d'avance par une Commission spéciale, laquelle formulait des propositions qui devaient encore être acceptées par les divers Etats. La Commission proposait entre autres choses que les émigrés soient régis par les lois des pays où ils se sont fixés ou qu'ils habitaient provisoirement. Le projet s'occupait ensuite de questions spéciales, telles que l'élargissement des droits civils des femmes qui doivent disposer de droits plus étendus que ceux qui leur sont accordés par exemple en France. Le service consulaire à l'usage des émigrés peut, d'après le projet de M. Rubinstein, donner satisfaction aux diverses organisations des émigrés russes et arméniens.

Le professeur A. Choulguine prit, l'un des premiers, la parole au sujet de cette question et annonça qu'il est entièrement disposé à soutenir le projet, en principe, mais qu'il avait une objection à présenter : pour les émigrés ukrainiens, seules les institutions ukrainiennes à l'exception de toute autre institution, peuvent remplir les fonctions relevant des services consulaires, attendu que personne autre ne connaît les Ukrainiens, lesquels vivent séparément de l'émigration russe.

M. Rubinstein lui-même ne pouvait qu'approuver ce raisonnement, mais lorsque M. A. Choulguine posa la question d'une façon précise et proposa d'indiquer dans le projet qu'il s'agissait de trois catégories distinctes d'institutions d'émigrés : russes, arméniennes et ukrainiennes, cette proposition fut rencontrée par les délégués russes d'une façon très hostile : MM. Rubinstein, Goulkevitch, baron Noldé, Fedorov prétendirent que cette proposition apportait de la politique dans les travaux de la Commission qui est constituée sur une base apolitique et poursuit d'autres buts. Le professeur A. Choulguine répondit qu'il avait fondé sa proposition sur des arguments rationnels, d'ordre pratique, et non politique; d'autre part les délégués russes prétendent que l'emploi du mot « ukrainien » présente

à leurs yeux une politique ou plutôt que leur tendance d'éviter ce mot constitue une politique, mais seulement d'un autre caractère.

Le président du Conseil consultatif, M. Albert Thomas, directeur du Bureau international du Travail, prit la parole et indiqua que sous la dénomination « russe » le Conseil consultatif comprenait toutes les nationalités ressortissantes de l'ancienne Russie, que cette dénomination était admise par les organes supérieurs de la Société des Nations et que le Conseil consultatif n'était pas compétent pour changer cette dénomination. Le Conseil consultatif n'admit donc pas la proposition de M. A. Choulguine, mais cette question de principe posée par le délégué ukrainien dès la première séance après son admission au Conseil consultatif resta ouverte pour être résolue par l'organe compétent de la Société des Nations et donner ainsi satisfaction aux justes exigences des émigrés ukrainiens.

Un Genevois.

Revue de la Presse

Le problème du Caucase

Dans un important article sur « Les peuples du Caucase » paru dans le numéro d'avril-mai 1928 de la Revue Italienne « *Politica* » M. Franck Lamberti écrit :

« Le problème du Caucase qui n'est pas encore résolu n'appartient pas à ceux qui peuvent être mis de côté avec légèreté. Ce problème, tôt ou tard, et plus tôt que plus tard pèsera de toute sa gravité sur la solution des questions internationales.

« Pont naturel entre les deux continents, le Caucase est une des voies stratégiques des plus importantes du Monde, un des points essentiels comme nœud de communication ; ce point doit être surveillé par tous ceux qui ne veulent pas se trouver pris à l'improviste devant des changements considérables de la situation mondiale. Dans ce pays béni pour son climat, par la nature et la richesse de son sol, vivent des peuples braves (près de 8 millions) qui luttent pour leur indépendance et qui par suite de l'indifférence de l'Europe (bien que leurs aspirations soient d'accord avec l'Europe) sont vaincus aujourd'hui par le régime de terreur, de violence inouïe, importé chez eux par un peuple étranger avec lequel ils n'ont rien de commun.

« Ces peuples sont : dans le Caucase du Sud, les Géorgiens, les Azerbaïdjanais et les Arméniens, et dans le Caucase du Nord les peuples Montagnards, divisés en plusieurs provinces autonomes. L'histoire de ces peuples n'est qu'une lutte incessante pour la liberté ».

Après avoir donné un aperçu de ces peuples et de leur lutte héroïque contre la Russie, l'auteur en arrive aux conclusions suivantes :

L'Europe qui est intéressée dans la liberté des principales voies de communications internationales doit prendre plus au sérieux la libération du Caucase de la domination russo-bolchéviste. Et si cette voie est actuellement le théâtre de luttes et de guerres, c'est un danger pour toute l'Europe. Telle est la situation dans laquelle le danger vient uniquement de la Russie. La tendance de la Russie vers les mers chaudes a été et sera toujours une menace pour la Paix. De la Mer Noire jusqu'à la Manutchourie, la Russie a toujours dirigé des attaques terribles contre tous les peuples qu'elle rencontrait dans sa route.

« La politique et les conquêtes de Pierre I^{er} : l'Esthonie, la Livonie ; de Catherine II : la Crimée, le Kouban, la Pologne ; d'Alexandre I^{er} : la Géorgie, la Bessarabie, etc., nous le montrent suffisamment.

« D'autre part la formation des Etats indépendants de la Bulgarie et de la Roumanie est une preuve que l'Europe a compris le danger et qu'elle a pris des mesures pour diminuer les appétits russes.

« Suivant le plan des Tsars, la conquête du Caucase n'était autre chose que la création d'une base stratégique pour l'avance d'une part vers le Golf Persique et l'Océan Indien et d'autre part vers l'Anatolie et la Méditerranée.

La révolution n'a rien changé dans les rêves impérialistes russes qui convoient Constantinople.

« Aujourd'hui l'ennemi est le bolchevisme. Cette plante vénéneuse d'origine purement russe et dont la graine est venue de l'Europe, s'est développée très vite dans le sol fertile du communisme primitif propre aux Grands-Russiens.

« La Russie bolchéviste possédant cette route de l'Asie Centrale menace les Etats coloniaux européens. Elle profite de la naïveté des peuples de l'Asie pour briser le capitalisme mondial sous le masque du nationalisme et de l'amitié et briser ainsi la colonne vertébrale de l'Europe. Pour cela, le bolchévisme a déjà fait de très grands pas en Afghanistan, au Turkestan, en Perse et sur les frontières de l'Inde. Comme nous le montrent les traités conclus par eux. Il s'approche ainsi du Golfe Persique. Possédant la Mer Noire, l'Ukraine et le Caucase, le bolchévisme menace les Dardanelles, tout comme le Tsarisme jadis.

« Il ne faut donc pas se faire des illusions. Aucun traité n'est possible avec les bolcheviks ; ils ne cesseront jamais leur lutte contre l'Europe et le conflit est inévitable. Les traités conclus par différents Etats avec les bolcheviks ne servent qu'à prolonger leur existence pour le plus grand mal de l'Europe.

« C'est pourquoi le Caucase joue un rôle international .. Il doit faire l'office d'une nouvelle Suisse, il doit être un Etat neutre, ami de l'Europe, garantissant la paix et la tranquillité ».

**

La voix des morts

Les « patriotes » russes sont bien embarrassés. Ils doivent se décider à prendre position : ou accepter le point de vue si brillamment développé par M. Jordania dans sa brochure *Itogni* (les Bilans au sujet du problème des nationalités en Russie, ou bien jeter le masque et combattre ouvertement l'idée de la liberté des peuples en tant que principe antidémocratique et antisocial. Si aisé qu'il soit pour un Européen, ce choix comporte pour ces « patriotes » russes un certain courage civique. *Les Dernières Nouvelles* s'apprentent à sauver la face par des considérations d'ordre économique :

« Nous assistons, déclarent-elles, à une curieuse transformation du marxisme, transformation dans un sens tout autre que celle qui a été entreprise par Lénine, mais toujours est-il, une transformation non moins profonde. Ce dernier « matérialisme économique » proclame que « la base d'un Etat national n'est pas le fait de l'économie ou de la politique, mais bien de l'état national et culturel de la société » — c'est tout. N'étant pas marxistes, nous ne pouvons néanmoins admettre que l'économie ne joue aucun rôle dans la formation des états et dans la délimitation de ses frontières. N'est-il pas étrange que du point de vue d'un « matérialiste économique » analysant les relations réciproques des peuples de Russie, la question des relations économiques actuelles entre les différents territoires lui échappe complètement ? La raison en est probablement à ce qu'une analyse économique des plus élémentaires aurait immédiatement montré à l'auteur toute l'absurdité, au point de vue économique, de vouloir opposer les régions habitées par les Grands Russiens à celles habitées par les peuples non-russes. »

Point n'est besoin d'être marxiste pour se faire scrupule de ne pas intervertir les idées d'un adversaire incommode et de ne pas lui attribuer des assertions qu'il n'eût pas émises. Sur « l'économique » M. Jordania s'exprime d'une façon qui ne laisse place à aucune équivoque :

« De nos jours, lisons-nous dans sa brochure, il n'y a pas d'Etat qui puisse présenter d'unité économique. Ces deux entités ne se couvrent pas l'une l'autre. Mes contradicteurs reportent tout bonnement sur l'Etat moderne les traits d'Etats moyen-âgeux où, en effet, un territoire économiquement uni était la condition de l'économie naturelle. De nos jours, toute l'économie se tient sur l'échange international dont le marché mondial est le régulateur ; c'est-à-dire que l'unité économique constitue l'ensemble de tous les Etats ; c'est le monde tout entier. On ne saurait donc, au point de vue démocratique, poser la question d'une expansion de l'Etat, pas plus que d'une conquête des peuples et de leurs richesses. Il ne s'agit plus que des questions relatives au développement et au règlement des échanges, aux traités de commerce avantageux, à l'amélioration des tarifs, à la baisse des droits de douane, etc... (p. 13). »

Ainsi la critique du journal porte-t-elle à faux, mais son intension est claire. Sous l'unité économique de la Russie il entend la convoitise peu avouable d'avoir toujours, sans rien payer, le blé de l'Ukraine, le pétrole du Caucase, le coton du Turkestan et ainsi de suite. Mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? Constantinople a aussi quelque valeur « économique » pour la Russie ? Et le Golfe Persique ? Et les Indes, et les pays Baltes ? Où s'arrêtera-t-on, avec cette mentalité toujours réfractaire à toute notion du droit et de la morale ?

On dit que les purs nègres d'Afrique, tout vernis qu'ils soient de culture européenne se retrouvent à la première occasion destructeurs et cannibales. Les rédacteurs de quelques journaux russes ne paraissent pas évoluer davantage quand il s'agit de l'impérialisme héréditaire russe. Tel est l'appel de la terre et des morts pour ces enracinés.



La Paix ou l'épée

Dans la brochure sus-mentionnée M. Jordania arrive, après un exposé magistral du problème russe, à cette conclusion courte, claire et vraiment d'une frappe métallique :

« A la question posée par M. Kérenski : l'épée ou la paix ? Nous répondons : la paix..., mais la paix sans annexion, sur la base de la liberté des peuples. »

Faisant allusion à ce passage M. Kérenski se montre dans les *Dni*, joyeux et satisfait ; il fait appel à tous les peuples qui sont actuellement aux prises avec l'impérialisme soviétique dans le bercail russe. Il convie M. Jordania lui-même à lui prêter main-forte pour couronner de succès le travail qu'il va entreprendre.

« Venez-donc, s'écrie-t-il, reconnaissons ensemble et hautement ce lien étatique et économique mutuel de nos peuples. Venez-donc, et établissons ensemble les limites de nos intérêts communs et particuliers. En d'autres termes : allons travailler ensemble à la reconstruction de notre vie dans une Union d'Etat composée des peuples et des régions intérieurement égales. »

On est abasourdi par cet appel aussi inattendu que dépourvu de tout fondement. Rien n'est en effet aussi opposé que ces deux conceptions qui s'affrontent. L'une — celle de M. Jordania — ne demande que l'affranchissement des peuples, l'autre — celle de M. Kérenski — ne rêve que de leur asservissement. Peut-on les marier ? Il paraît que oui. A cet effet, M. Kérenski procède d'abord par une petite opération : il supprime de la réponse de M. Jordania les mots : *sans annexion, sur la base de la liberté des peuples*.

C'est plus commode !



Quo Vadis, Zozo ?

M. Kerenski écrit dans les « *Dni* » :

« Inutile de démontrer que la dictature extra-nationale avec le géorgien Djougachvili (Staline), en tête, n'est nullement une progéniture légale de l'Obtchina, institution agraire nationale russe. »

C'est dommage que M. Kerenski se soit borné à cette petite allusion et n'ait pas voulu approfondir sa pensée, assez claire d'ailleurs. Il veut nous dire évidemment ceci : « vous accusez le peuple russe d'avoir soutenu le bolchevisme, cette lutte insensée contre toutes les bases de vie nationale et sociale ? Eh bien, un des héros de cette lutte le plus en vue, un vrai dictateur, c'est justement Staline, un géorgien, né et élevé à Tiflis, au centre de la culture soi-disant millénaire de la Géorgie. Contentez-vous de l'admirer en silence. »

Nous relevons le défi. Staline est né dans une famille géorgienne, c'est vrai, mais n'oublions pas qu'il a reçu son éducation dans deux institutions purement russes ; au séminaire et en prison. En ce qui concerne le séminaire de Tiflis n'insistons pas : son triste rôle est assez connu. Quant à la prison de Metekhi, elle vaut la peine d'être un peu commentée.

Depuis des siècles, au milieu de la ville de Tiflis, s'élève sur une colline rocheuse la forteresse dite Metekhi, laquelle aux temps heureux de la paix, n'était autre qu'un des palais royaux. Après la pénétration russe dans le pays, vers la fin du XVIII^e siècle,

tous les palais furent rasés, seule la forteresse a survécu à cause probablement de sa cathédrale, beau spécimen de l'ancienne architecture géorgienne. Mais le mot d'ordre, du gouvernement russe d'alors était de détruire tout vestige, tout souvenir de la vie libre et indépendante et n'ayant pas osé toucher à la cathédrale, il trouva une solution ingénieuse : il transforma le palais en prison.

Que de fois Staline, le front appuyé sur le carreau de sa cellule, a dû méditer sur le sort de cette forteresse au cours des siècles. Que de vagues d'hommes parties de l'Orient déferlèrent aux pieds de ce palais-forteresse et que de générations y trouvèrent la mort pour la défense de la Patrie et de la foi chrétienne... Et quels sont les résultats de tous ces sacrifices, de tous ces efforts héroïques ? La dynastie exterminée, les palais rasés, les églises pillées, les écoles fermées, la langue bannie, le territoire morcelé et distribué à tout venant, toute la richesse du pays accaparée et le peuple réduit à l'esclavage... Et tout cela après le traité formel de 1783 et après tant de promesses impériales !... Staline a dû rire amèrement devant cet étalage, unique au monde de mensonge et de mépris absolu de tout droit et de toute morale. C'est dans cette ambiance que s'est épanouie la fleur qu'on appelle Staline.

Aimer la Patrie ? Et pourquoi ? — le droit, la morale ? Du moment que tout un immense empire se moque de ces notions et résume tout dans ce seul mot, mais combien expressif : *natchihat* ! Et bien, il ne reste plus qu'à taper, à taper tout et à taper fort.

Et Staline commença à taper ; il devint terrible, insaisissable, implacable, légendaire par ses exploits terroristes et par ses coups de force innouïe. Toujours en butte aux loups de l'*Okhrana*, police secrète tsariste, toujours traqué et persécuté, il tombe, et puis..., il se relève, roi cette fois, successeur direct des Ivan-le-Terrible, des Pierre-le-Grand, des Catherine II et de tant d'autres souverains orientaux qui ne voulurent jamais connaître autre chose que l'arbitraire et qui foulèrent aux pieds sans répit la dignité de l'individu et des peuples.

Staline continue... *Quo vadis, Zozo ?!*

CHRONIQUE

EN AZERBAIDJAN

Nous empruntons à l'*Azéri-Turk* la lettre suivante reçue d'Azerbaïdjan :

Les Coopératives et le Kolkhoze

« La lutte entreprise contre le commerce et les établissements commerciaux privés devient de jour en jour plus âpre. Dans le courant d'une semaine, les 30 o/o des établissements du commerce privé ont été déclarés en faillite. En raison des lourds impôts qui les frappent les commerçants se sont vu obligés d'abandonner leur commerce. Il n'est pas rare qu'un commerçant ayant un capital de 1 000 roubles ne soit obligé de payer un impôt de 10.000 roubles. Par suite de cette situation intenable, beaucoup de magasins sont fermés et quelques commerçants, ne pouvant plus faire face à leurs engagements se sont suicidés. Pour ne plus permettre au commerce privé de renaître les autorités soviétiques font signer aux commerçants une déclaration où ils s'engagent à ne plus faire de commerce dans l'avenir. Les marchandises confisquées dans les magasins privés sont données aux coopératives. Ces coopératives dont l'administration est concentrée dans les mains d'éléments non-azéris tendent à monopoliser tout le commerce du pays.

« Par ailleurs, le même sort attend les villages : les terres, le bétail, les blés et les propriétés des cultivateurs qui s'étaient enrichis sous la *Nep* et qui possédaient chacun au maximum 6 déciatines de terre et deux têtes de bétail et dont le nombre atteignait les 85 o/o de la population rurale, sont confisqués et donnés aux établissements de l'agriculture collective appelés *Kolkhoze*. L'unique porte laissée ouverte à ces cultivateurs poursuivis de toute part, est le *Kolkhoze*.

« Quant à la situation générale du pays elle est devenue absolument insupportable. Les personnes plus ou moins influentes, parmi les habitants, sont exilées en Russie. Les biens et les propriétés de ces exilés sont confisqués par le gouvernement soviétique qui ne leur laisse que 100 roubles par personne. Les arrestations et les déportations continuent ; dans le courant des mois d'avril et de mai on a exécuté 60 personnes.

« Depuis 9 ans les groupes de partisans, appelés *Ghudeler*, s'étant retirés dans les montagnes de Leukoran, luttaient contre l'invasion soviétique ; dans le courant des mois d'avril et de mai, ils ont eu avec les détachements de l'armée rouge des rencontres violentes. A un moment donné les partisans de *Ghudeler* remportant de nombreux succès se sont avancés dans la steppe de Moughan et dans les provinces de Lenkoran et de Salian. Le gouvernement soviétique ayant hâte d'en finir envoya contre eux, vers le milieu du mois de mai, une importante expédition. Elle était munie de plusieurs avions militaires. Les partisans firent preuve d'une résistance acharnée et infligèrent aux forces soviétiques de lourdes pertes. Mais devant la supériorité numérique et technique des rouges ils furent obligés de se retirer dans les régions d'Ardabil, en Azerbaïdjan persan.

« A cette occasion les autorités soviétiques ont opéré, dans les régions où eut lieu la rencontre ; de nombreuses arrestations ont eu lieu à Leukoran. Les détenus sont directement envoyés en Russie ; cela a servi de prétexte à la tchéka pour déloger de leurs foyers d'innocents paysans qui ont été remplacés par des émigrés russes. Nombreux sont les habitants qui ont dû se réfugier dans les montagnes et dans les forêts. De nombreuses familles azéres ont été obligées de s'expatrier dans l'Azerbaïdjan persan.

« Dans les rangs des détachements rouges envoyés contre les *Ghudeler* ne se trouvait un seul soldat azéri. C'est que dans ces derniers temps, Moscou n'a plus confiance dans la population locale. Un fait nouveau vient d'augmenter la méfiance de Moscou. On vient de découvrir un comité secret composé de 80 jeunes communistes azéris dont l'activité était dirigée contre l'invasion soviétique et généralement contre la politique de la Russie. Cette organisation communiste qui vient d'être découverte à Bakou était composée de partisans des opposants communistes dont les leaders ont été exilés, il y a quelques mois en Sibérie ; elle menait son activité particulièrement parmi les ouvriers et les soldats azéris. A la suite de cette découverte, plusieurs communistes turks ont été destitués de leurs charges et exilés dans les régions orientales de Yakoutistan. La population azérie est sous le coup d'une grande panique et ses rapports avec le pouvoir d'occupation sont très tendus.

Période des réparations à Bakou

Par ordre du Soviet de Bakou, à partir du 1er Mai, toutes les maisons et tous les appartements de la ville de Bakou doivent être réparés. Si de ce jour au 1er octobre de cette année il se trouve des gens qui n'aient point exécuté cet ordre, leurs maisons et leurs appartements seront réquisitionnés et nationalisés. Or il paraîtrait que le nombre de ceux qui, en raisons des charges et des lourds impôts grevant leurs biens, ne seraient pas en état de réparer leurs maisons atteindraient le chiffre de 90 0/0.

La Cause réelle de la disette

Dans nos précédents numéros nous annoncions, en nous basant sur les journaux soviétiques, que dans différents centres azerbaïdjanais, tels que Bakou, Guenji, Salian, Lenkoran, etc... régnait une grande disette. Afin de rechercher les causes de cet événement, une commission extraordinaire composée des représentants de tous les commissariats et des différents établissements azerbaïdjanais, a été organisée. Après des discussions et des recherches, soi-disant sérieuses, cette commission est arrivée à la conclusion que la rareté des matières alimentaires sur le marché intérieur est exclusivement imputable à la population. D'après la dite commission, la population, sous l'impression de constantes provocations et inquiétée par des nouvelles alarmantes a cru

au prochain écroulement du régime soviétique et à une révolution anti-soviétique ; par conséquent elle a commencé à s'assurer, pour un temps plus ou moins long, des matières alimentaires, d'où la rareté des vivres et cela, malgré l'importation d'une quantité de céréales dépassant même les besoins réels de la population.

La Tchéka intervenant a pris dès lors une position menaçante, depuis janvier jusqu'à la fin du mois de mars de cette année une période de terreur a sévi dans tout l'Azerbaïdjan. Des arrestations ont eu lieu dans les villages et dans les villes, surtout parmi les petits commerçants et les intellectuels non gagnés encore au bolchévisme. C'est juste au moment où l'ombrageux régime soviétique, feignant d'ignorer les vraies causes de la crise, cherchait à remédier à la situation en recourant à la Terreur, que le Commissariat du commerce d'Azerbaïdjan se déclarait en faillite. On ne tarda pas à découvrir de graves abus étroitement liés à la crise des céréales. A cet effet une dépêche envoyée de Bakou à Mouscou annonçait que l'ancien directeur général du commissariat du commerce M. Tahirov, le directeur du bureau de commerce M. Kouliéf et le chef-comptable M. Valikov, allaient être déferés devant la Haute Cour Azerbaïdjanienne.

Il paraîtrait qu'ayant été chargés d'acheter des céréales en Ukraine et au Caucase du Nord pour le ravitaillement des provinces azéries, particulièrement éprouvées par la disette, ces messieurs auraient vendu pour leur propre compte et sur d'autres marchés, les quatre cents wagons de blé qu'ils s'étaient procurés. De plus « ces dirigeants bolchéviks » auraient commis des dérapages dont le montant atteindrait 780.000 roubles.

GEORGIE

La lutte retentissante qui s'est engagée entre Staline et Trotsky continue à avoir des répercussions dans d'autres républiques de l'Union soviétique. En Géorgie, les adversaires de Staline qu'on appelle les « ouklonistes » à cause de leur prétendue tendance nationaliste, n'ont pas tardé à être chassés de toutes les fonctions qu'ils occupaient et aussitôt ils ont été placés sous la surveillance de la Tchéka. C'était là le premier coup porté par les vainqueurs ; le second coup ne tarda pas à être porté : tous ces opposants furent arrêtés et incarcérés. Le troisième fut plus terrible : ils furent tous condamnés à la déportation. Dans le nombre se trouvent : Koté Zinzadze, ancien chef de la tchéka géorgienne, Koutoulachvili, Doumbadze, Nozadze et beaucoup d'autres. Les « ouklonistes » et leurs partisans essayèrent bien d'organiser dans toutes les villes de Géorgie une grande manifestation de protestation contre cette mesure de vengeance, mais ils échouèrent presque partout. Seule mérite d'être signalée la manifestation qui eut lieu à la gare de Tiflis. Les femmes, les enfants et les amis des condamnés envahirent de bonne heure la gare pour faire leurs adieux aux proscrits qu'on allait déporter dans le Nord ; la foule allant toujours augmentant, une manifestation bruyante était à craindre. Mais des mesures d'ordre très sévères avaient été prises et des tchékistes armés firent irruption. Une lutte acharnée s'engagea sur le quai de la gare. Les femmes luttèrent désespérément poussant des cris auxquels se mêlaient les pleurs des enfants. Nombreux furent les tchékistes qui eurent le visage égratigné. Après que la foule eut été dispersée les « opposants », enfermés dans leurs wagons se hâtèrent d'exposer à la fenêtre l'image de Lénine, signalant ainsi qu'ils repient Trotsky et n'adorent que Staline. Il est fort possible qu'ils aient ainsi évité une vengeance immédiate des tchékistes, mais peut-on jamais savoir comment finira leur « voyage expiatoire » ?...

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.170 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

E5114E

1928